



COMMUNE DE MIREPOIX-SUR- TARN

Analyse Financière Prospective

2024-2028

Nathan PÉRIÉ – Juillet 2024

PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Menée généralement sur une période de cinq ans (2024-2028), l'analyse prospective permet de mesurer l'équilibre financier à venir d'une collectivité. Elle met en évidence les marges de manœuvre susceptibles d'être dégagées en fonction des priorités définies par l'équipe municipale et de son programme d'investissement pluriannuel

Dans le cas de la commune de Mirepoix-sur-Tarn, outre les dépenses d'investissement prévues en 2024, il s'agit de déterminer une enveloppe maximale d'investissement soutenable au regard des équilibres dégagés à l'issue de la section de fonctionnement

Cette étude est réalisée à partir des hypothèses d'évolution des dépenses et des recettes validées par l'équipe municipale le 20 juin dernier [*voir diapositives n° 11 à 34*]

La prise en compte de ces données a permis de construire une simulation prospective, dénommée *scénario de référence*, dont les résultats sont présentés dans la deuxième partie de ce diaporama [*voir diapositives n° 35 à 43*]

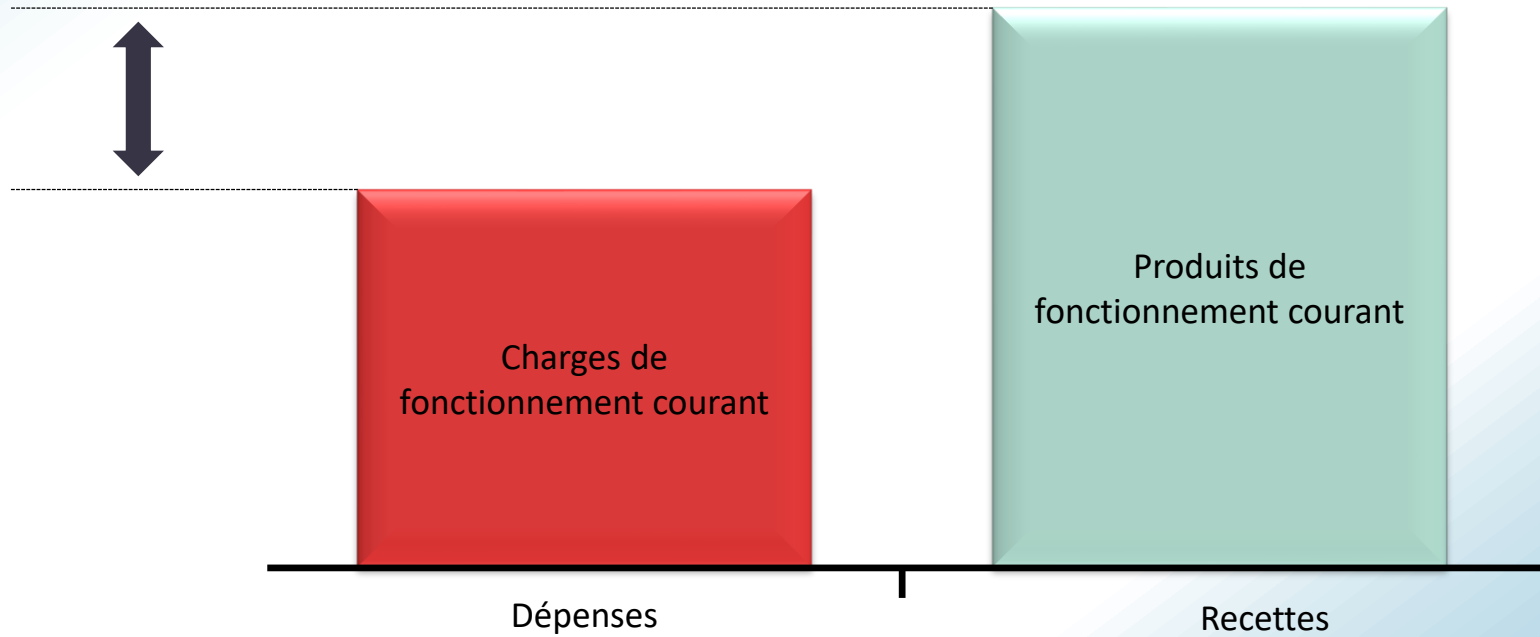
Ce diagnostic peut conduire, le cas échéant, à la proposition de nouveaux scénarios pour évaluer les conséquences financières et fiscales résultant des différents arbitrages opérés, dans le respect des contraintes budgétaires et prudentielles qui régissent l'établissement des budgets locaux

PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS SOLDES D'ÉPARGNE

*Cas d'une épargne nette
positive*

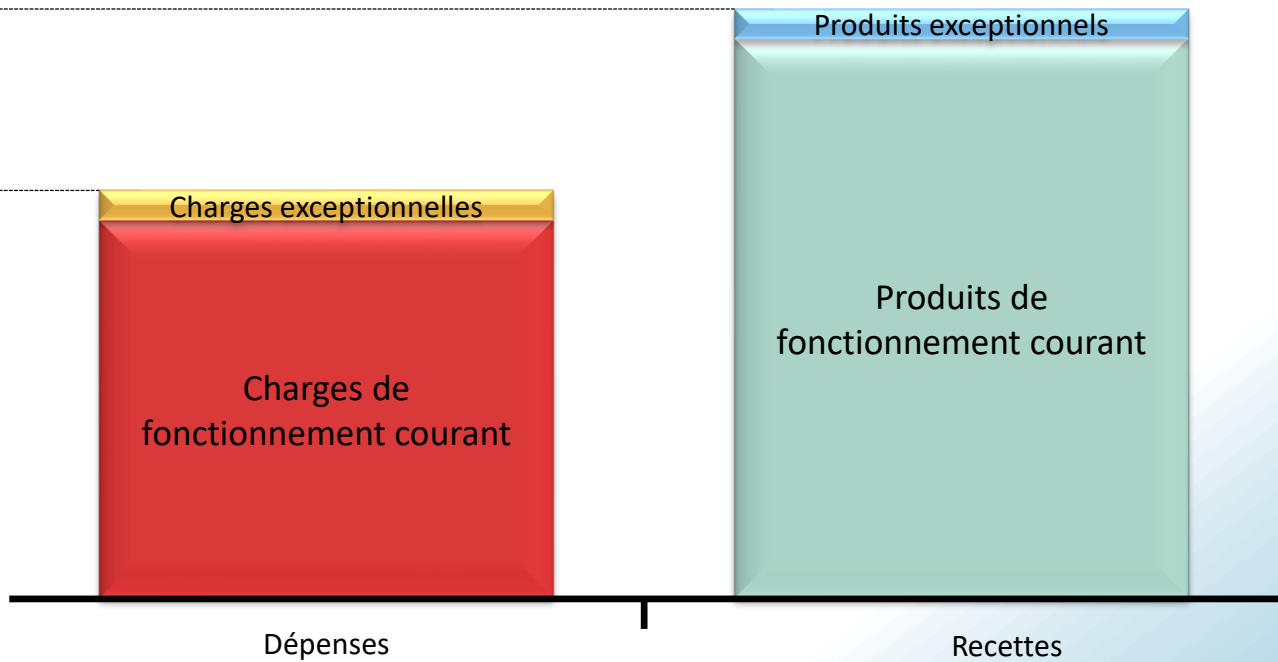
L'EXCÉDENT BRUT COURANT

**Excédent brut
courant**



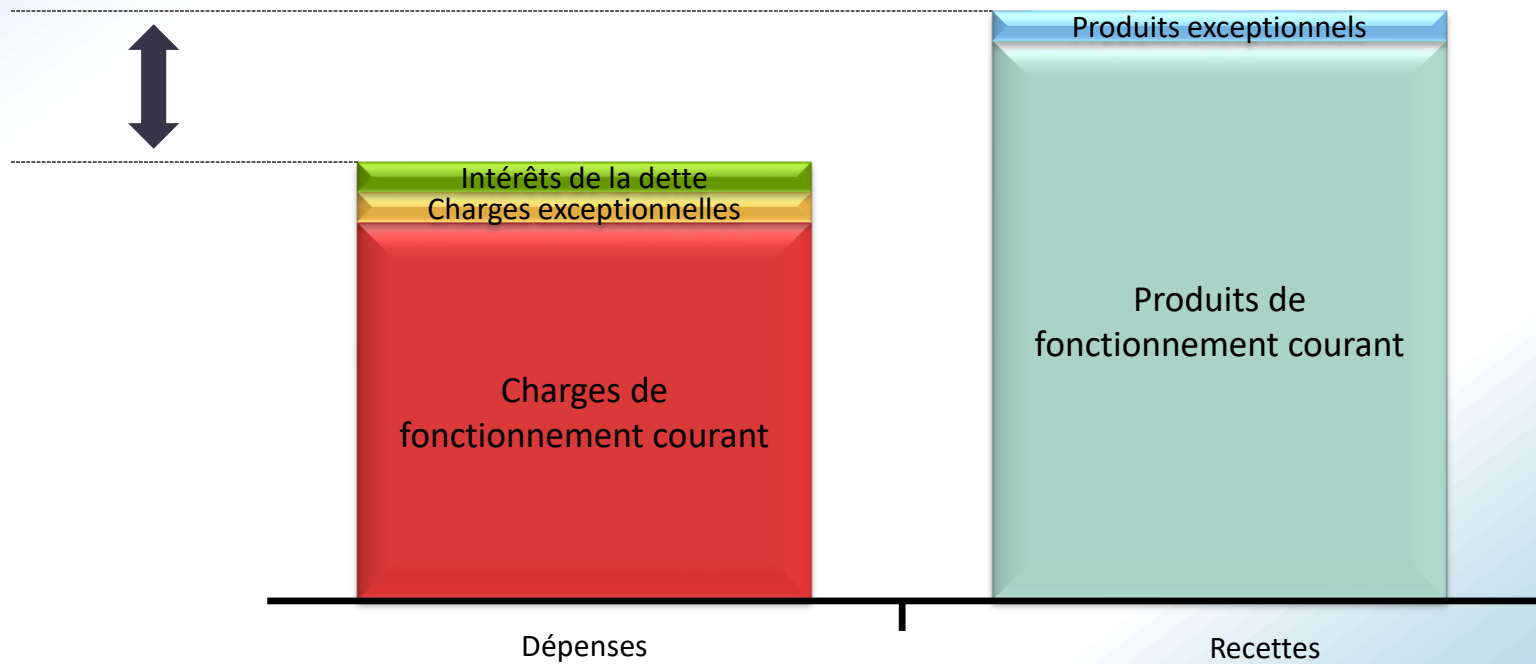
L'ÉPARGNE DE GESTION

**Epargne de
gestion**



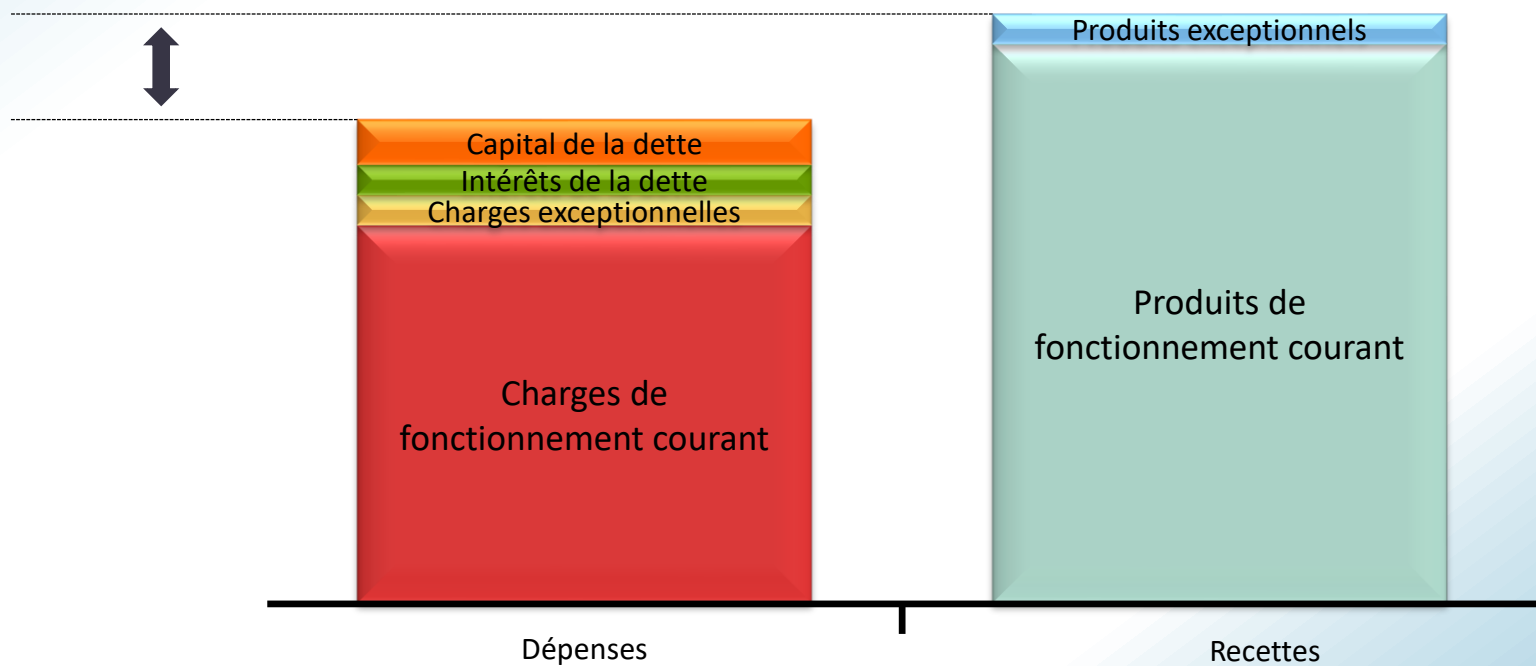
L'ÉPARGNE BRUTE

Epargne brute

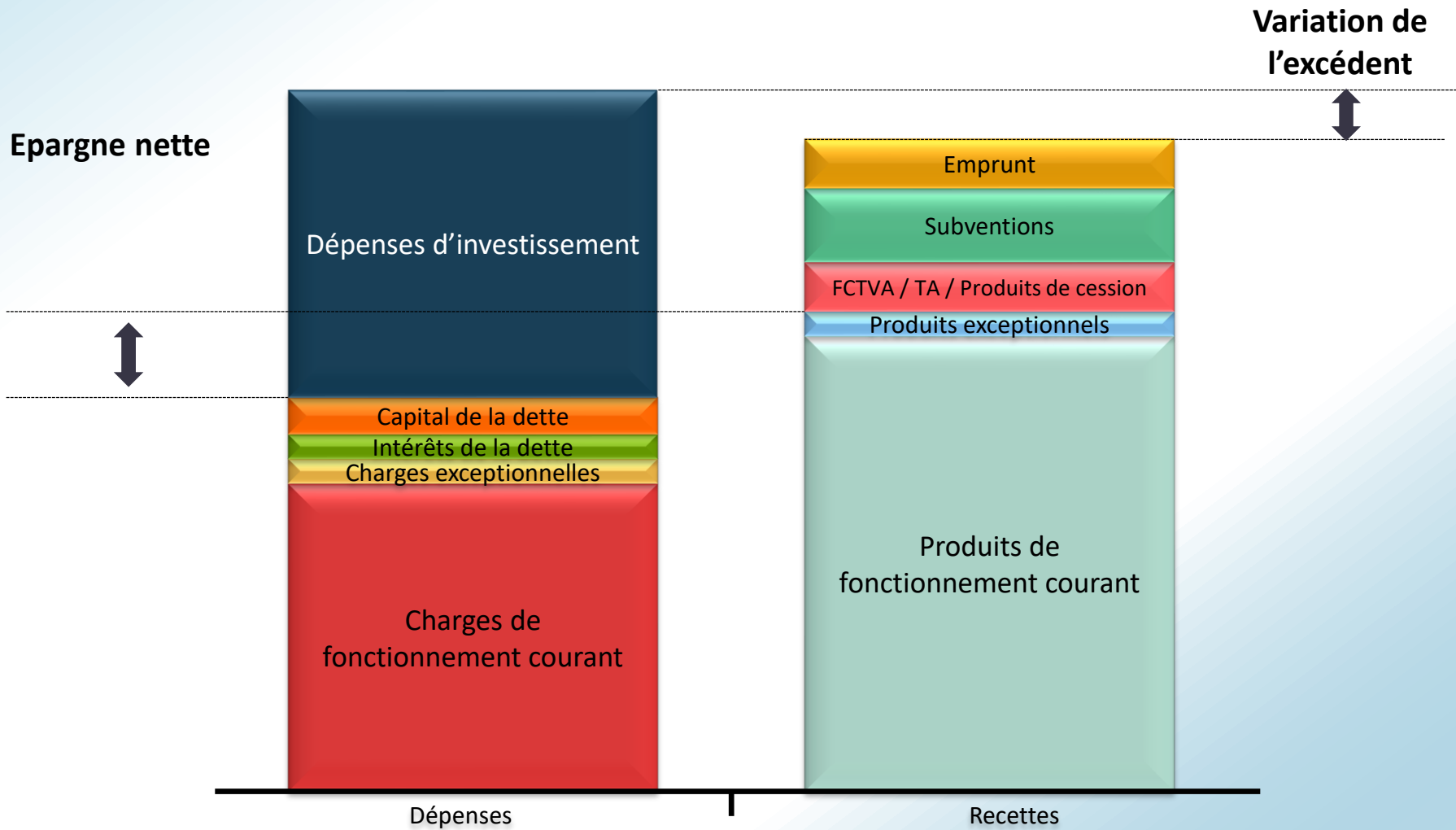


L'ÉPARGNE NETTE

Epargne nette = capacité d'autofinancement de l'investissement



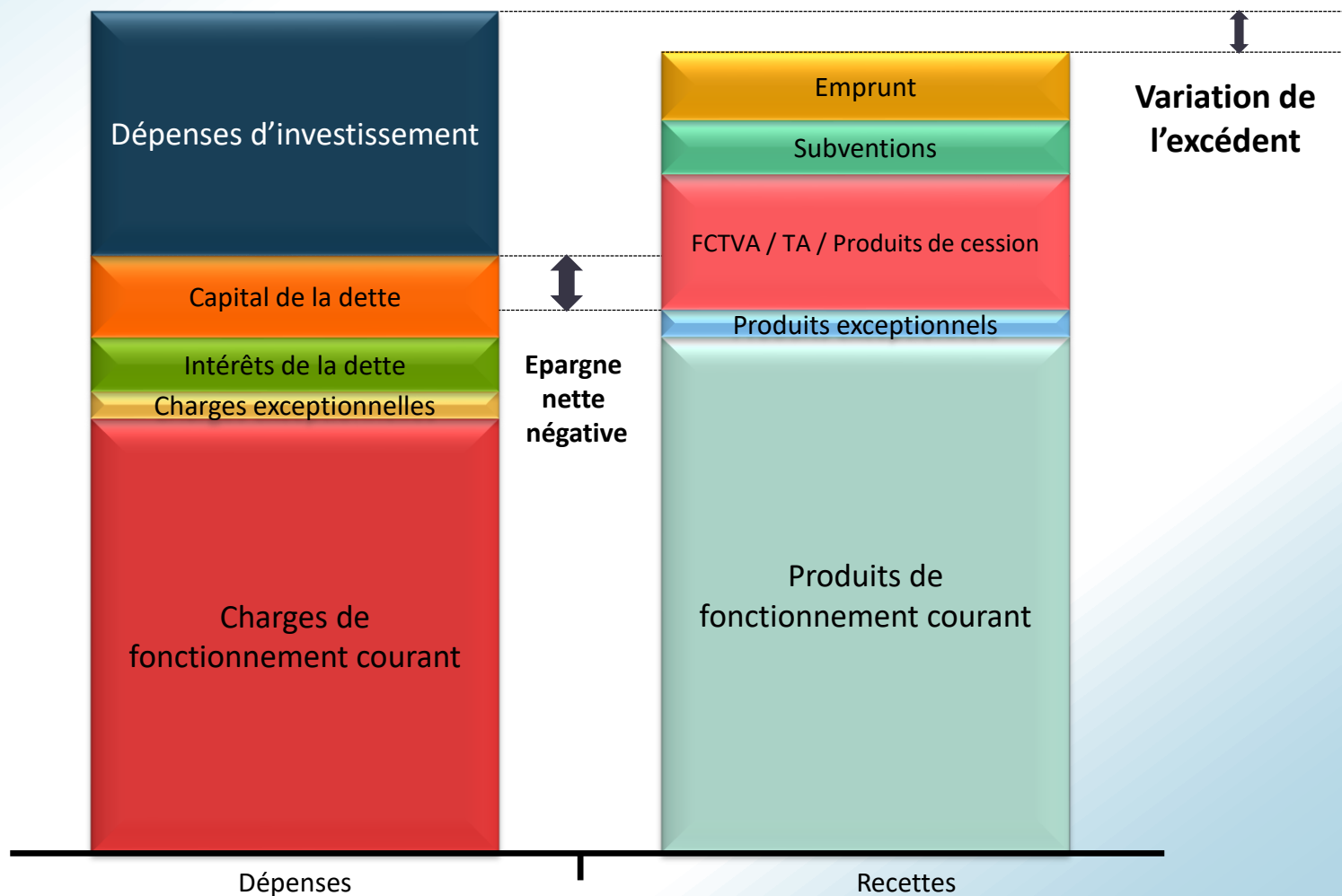
LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT



PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS SOLDES D'ÉPARGNE

*Cas d'une épargne nette
négative*

LE FINANCEMENT DU DÉFICIT D'ÉPARGNE ET DE L'INVESTISSEMENT



PRÉSENTATION DES HYPOTHESES DU SCENARIO DE REFERENCE

COMMUNE DE MIREPOIX-SUR-TARN

Hypothèses du scénario de référence

Indicateurs économiques : données nationales

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Inflation budgétaire	1,60%	5,30%	4,90%	2,50%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Actualisation bases d'imposition TH RP	1,009							
Actualisation bases TH RS, FB et FNB	1,002	1,034	1,071	1,039	1,025	1,020	1,020	1,020
Actualisation CFE	1,006	1,007	1,006	1,006	1,006	1,006	1,006	1,006
Évolution de la DGF en loi de finances	-0,01%	0,00%	1,20%	1,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Les hypothèses d'évolution retenues dans le cadre de cette étude, sont présentées en évolution nominale c'est-à-dire qu'elles intègrent l'évolution de l'inflation

Cette étude intègre les réformes apportées par les dernières lois de finances sur les dotations (modification du calcul des indicateurs potentiel financier et effort fiscal). Elle intègre également le nouvel abondement de 320 millions d'euros de la DGF prévue en **loi de finances pour 2024**. Cette augmentation sera financée en partie par un écrêtement supplémentaire de la dotation forfaitaire des communes

Les charges de fonctionnement

- ✓ *FPIC – Contribution*
- ✓ *Répartition des charges de fonctionnement cumulées*

LE FONDS DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - CONTRIBUTION

L'ensemble intercommunal (EI = CC Val'Aïgo + communes membres) auquel appartient la commune de Mirepoix est contributeur au FPIC. Sont contributeurs les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 90% de la moyenne nationale

La contribution de l'EI est calculée grâce à un indice synthétique composé pour 75% de l'écart au potentiel financier agrégé par habitant et pour 25% de l'écart au revenu moyen par habitant

Elle est répartie entre l'EPCI et ses communes membres, selon la répartition de droit commun, soit en fonction du coefficient d'intégration fiscale puis, entre les communes membres, en fonction des potentiels financiers par habitant et de la population. C'est ce mode de répartition qui est retenu par l'EPCI. A noter que des modalités de répartition dérogatoires peuvent également être retenues

Pour **2024**, le montant global de contribution de l'EI s'élève à près de 255 K€ dont une contribution de Mirepoix qui pourrait s'élever à 6 432 € si la proportion de contribution demeure identique

<i>Éligibilité à la contribution</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Potentiel financier agrégé / habitant	712,37	708,63	720,54	756,96	782,08	804,48	824,80	847,05
Potentiel financier agrégé moyen / habitant	648,12	646,91	678,44	712,73	736,38	757,48	776,61	797,56
Rapport PFIA / PFIAM	110%	110%	106%	106%	106%	106%	106%	106%
Seuil d'éligibilité	90%	90%	90%	90%	90%	90%	90%	90%
Éligibilité contribution FPIC	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

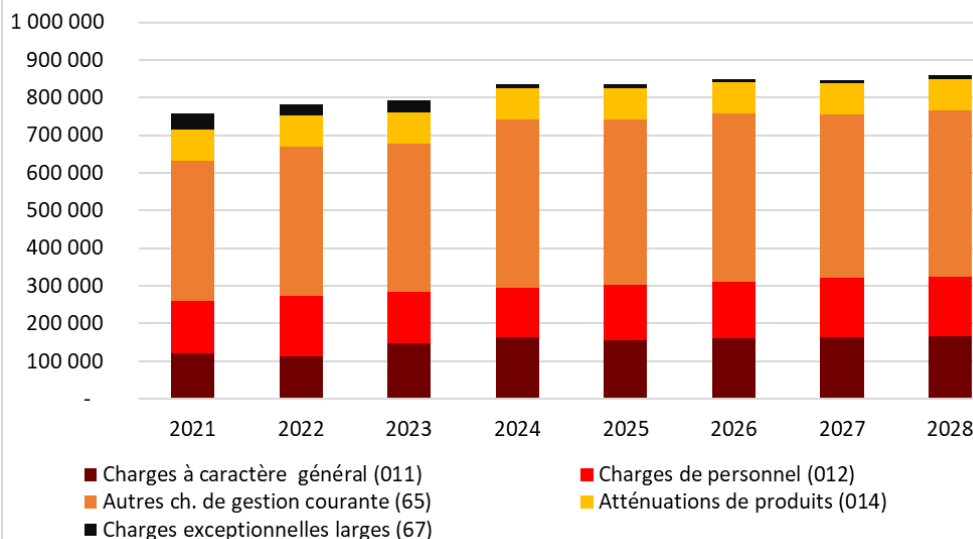
<i>Contribution du FPIC</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Contribution brute de l'EI	302 305	298 504	241 660	254 526	256 428	256 785	256 391	256 696
Contribution commune de droit commun	7 213	7 334	6 107	6 432	6 480	6 489	6 479	6 487
Part de la contribution brute	2,39%	2,46%	2,53%	2,53%	2,53%	2,53%	2,53%	2,53%
Contribution effective	7 213	7 334	6 107	6 432	6 480	6 489	6 479	6 487
Variation contribution effective en %	s.o.	1,7%	-16,7%	5,3%	0,7%	0,1%	-0,2%	0,1%
Écart en %	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Attention : A compter de 2025, les montants estimés sont à prendre avec prudence, au vu du nombre des critères utilisés pour apprécier l'éligibilité au FPIC et de la réforme du mode de calcul des critères de péréquation (potentiel fiscal et effort fiscal)

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTÉRÊTS - MONTANTS

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Charges fct. courant strictes	632 206	669 326	677 752	741 532	741 676	756 834	754 008	765 584
Charges à caractère général (011)	120 552	113 026	146 195	164 006	156 497	159 596	162 758	165 984
Dépenses éligibles FCTVA	14 426	7 042	27 492	38 000	28 000	28 560	29 131	29 714
Énergie - Électricité (60612)	26 399	33 588	32 144	32 948	33 607	34 279	34 965	35 664
Solde charges à caractère général	79 727	72 397	86 559	93 059	94 890	96 757	98 663	100 606
Charges de personnel (012)	139 758	161 467	138 389	130 000	146 974	150 000	157 823	157 823
Autres ch. de gestion courante (65)	371 896	394 832	393 168	447 525	438 206	447 237	433 427	441 778
Élus (indemnités, cotisations,...)	34 964	32 866	32 732	34 000	34 510	35 028	35 553	36 086
Service incendie	7 597	7 786	8 277	8 525	8 696	8 870	9 047	9 228
Contribution org. de regroupement	324 800	347 506	348 997	377 000	367 000	374 340	381 827	389 463
Subventions personnes privées	2 600	4 890	2 061	4 500	4 500	5 500	5 500	5 500
Solde aut. ch. de gestion courante	1 936	1 784	1 101	23 500	23 500	23 500	1 500	1 500
Atténuations de produits (014)	83 720	83 841	82 614	82 939	82 987	82 996	82 986	82 994
Attribution compensation versée	23 531	23 531	23 531	23 531	23 531	23 531	23 531	23 531
Prélèvement FNGIR	52 976	52 976	52 976	52 976	52 976	52 976	52 976	52 976
Contribution FPIC	7 213	7 334	6 107	6 432	6 480	6 489	6 479	6 487
Charges de fonctionnement courant	715 926	753 167	760 366	824 471	824 663	839 830	836 995	848 578
Charges exceptionnelles larges (67)	41 336	28 573	32 677	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Charges de fonct. hors intérêts	757 262	781 740	793 043	834 471	834 663	849 830	846 995	858 578

Strucuture des charges de fonctionnement



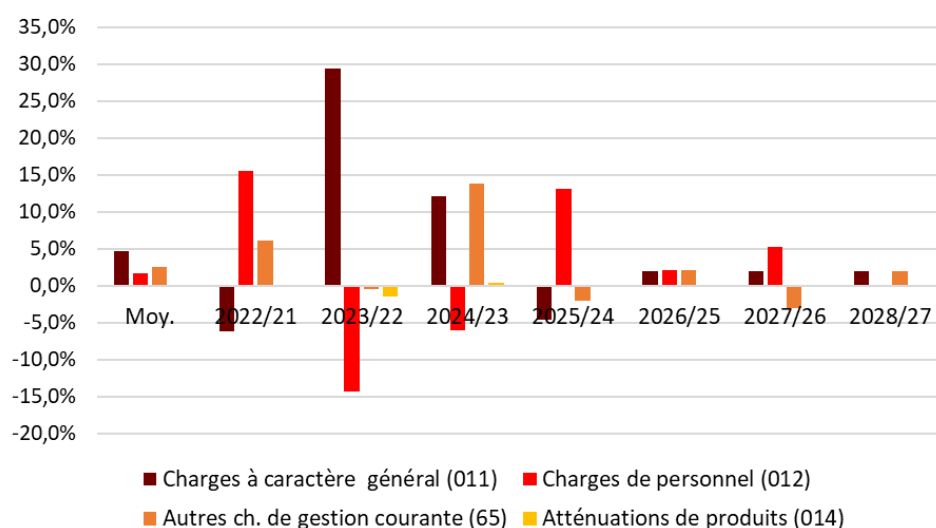
➤ Les charges de fonctionnement hors intérêts s'élèvent à 757 K€ en 2021. Elles atteignent 859 K€ en 2028, soit une hausse d'environ 102 K€ sur 7 ans (+14,5 K€ en moyenne annuelle)

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT – ÉVOLUTION NOMINALE

Évolution nominale	Moy.	2022/21	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25	2027/26	2028/27
Charges fct. courant strictes	2,8%	5,9%	1,3%	9,4%	0,0%	2,0%	-0,4%	1,5%
Charges à caractère général (011)	4,7%	-6,2%	29,3%	12,2%	-4,6%	2,0%	2,0%	2,0%
Dépenses éligibles FCTVA	10,9%	-51,2%	290,4%	38,2%	-26,3%	2,0%	2,0%	2,0%
Énergie - Électricité (60612)	4,4%	27,2%	-4,3%	2,5%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Solde charges à caractère général	3,4%	-9,2%	19,6%	7,5%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Charges de personnel (012)	1,8%	15,5%	-14,3%	-6,1%	13,1%	2,1%	5,2%	0,0%
Autres ch. de gestion courante (65)	2,5%	6,2%	-0,4%	13,8%	-2,1%	2,1%	-3,1%	1,9%
Élus (indemnités, cotisations,...)	0,5%	-6,0%	-0,4%	3,9%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Service incendie	2,8%	2,5%	6,3%	3,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Contribution org. de regroupement	2,6%	7,0%	0,4%	8,0%	-2,7%	2,0%	2,0%	2,0%
Subventions personnes privées	11,3%	88,1%	-57,9%	118,3%	0,0%	22,2%	0,0%	0,0%
Solde aut. ch. de gestion courante	-3,6%	-7,9%	-38,2%	2033,5%	0,0%	0,0%	-93,6%	0,0%
Atténuations de produits (014)	-0,1%	0,1%	-1,5%	0,4%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Attribution compensation versée	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Prélèvement FNGIR	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Contribution FPIC	-1,5%	1,7%	-16,7%	5,3%	0,7%	0,1%	-0,2%	0,1%
Charges de fonctionnement courant	2,5%	5,2%	1,0%	8,4%	0,0%	1,8%	-0,3%	1,4%
Charges exceptionnelles larges (67)	-18,4%	-30,9%	14,4%	-69,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Charges de fonct. hors intérêts	1,8%	3,2%	1,4%	5,2%	0,0%	1,8%	-0,3%	1,4%

➤ La croissance des dépenses de fonctionnement courantes s'avère assez sensible sur les exercices **2022** (+5,2%) et **2024** (+8,4%). La commune projette un effort d'encadrement de la croissance des dépenses sur les années suivantes qui ne devraient que faiblement progresser entre **2025** et **2028**. En moyenne, les charges progressent de +1,8%, essentiellement portées par l'augmentation des *charges à caractère général* et des *charges de personnel* (voir infra)

Évolution des principaux postes de charges



LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT (HORS INTÉRÊTS DE LA DETTE)

➤ Au regard des hypothèses retenues par la commune, le montant total des charges de fonctionnement hors intérêts de la dette progresserait ainsi de **+13,4%** entre **2021** et **2028** (+1,8 % en moyenne annuelle). Cette hausse globale est la conséquence de fluctuations sur les différents chapitres de la section :

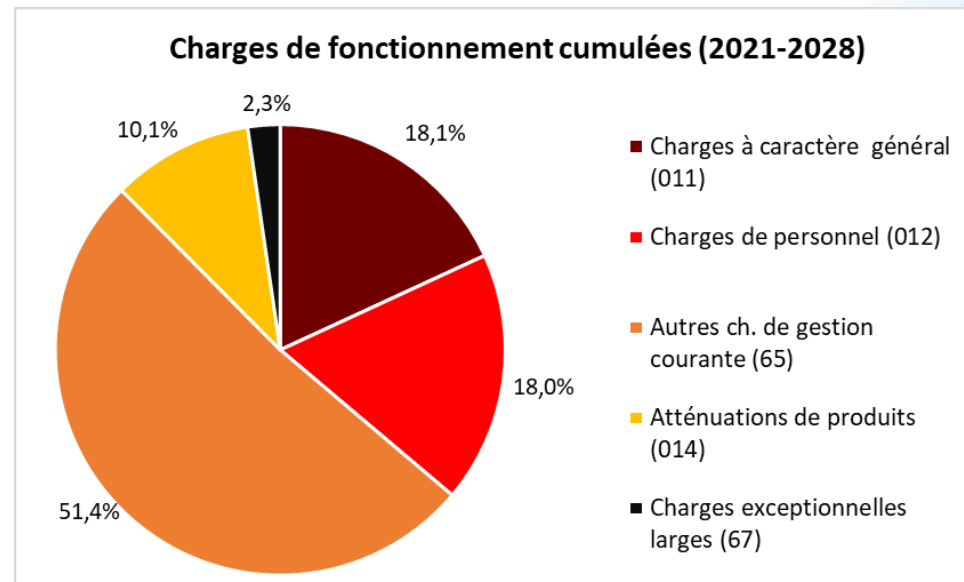
➤ *Les autres charges de gestion courante* (chapitre 65), représentant la moitié des dépenses communales (51%) et essentiellement composées des participations versées au SIGEP, enregistrent une évolution sensible en début de période, passant de 372 K€ en **2021** à 448 K€ en **2024**. Ce poste se réduit légèrement par la suite, profitant de la fin d'écritures de régularisations en **2026**

➤ *Les charges à caractère général* (chapitre 011), qui représentent 18% de la structure budgétaire, connaissent une évolution particulièrement erratique. L'augmentation projetée en **2024** s'explique par le recours à une prestation pour l'entretien des espaces verts, suite au départ de l'agent technique communal. Globalement, ce poste de dépenses est le plus dynamique, progressant de **+4,7%** par an en moyenne

➤ *Les charges de personnel* (chapitre 012) pèsent également pour 18% dans les charges courantes. Ce chapitre a connu une baisse en **2023** suite au départ de l'agent en charge des espaces verts. Il devrait augmenter en **2025** car l'agent recruté bénéficiera d'une rémunération plus importante. En moyenne ce poste augmente de **+1,8%** par an

➤ Le chapitre 014 (*atténuations de produits*) composé de la contribution au FPIC, du prélèvement FNGIR et de l'attribution de compensation versée à l'EPCI représente un dixième des charges courantes

➤ Les charges exceptionnelles ne représentent qu'une faible proportion des dépenses de fonctionnement (2,3%)



Les produits de fonctionnement

- ✓ *La fiscalité*
- ✓ *Les dotations de l'Etat*
- ✓ *Répartition des produits de fonctionnement cumulés*

LA FISCALITÉ

Pour rappel, le produit fiscal communal résulte de la multiplication des bases nettes d'imposition par les taux votés par la commune

Bases nettes d'imposition	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette TH	29 225	21 262	48 901	35 900	36 798	37 533	38 284	39 050
dont résidences secondaires	29 225	21 262	48 901	35 900	36 798	37 533	38 284	39 050
Base nette FB	712 057	742 738	816 338	864 200	897 076	932 217	961 052	990 998
Base nette FNB	15 498	16 133	17 254	17 900	18 348	18 714	19 089	19 471

- 1) L'actualisation forfaitaire des bases (TH, FB, FNB) :** l'indice d'actualisation* est fixé à 1,071 en **2023** et à 1,039 en **2024**, puis estimé à 1,025 en **2025** et 1,02 les **années suivantes**. A elle seule, l'actualisation forfaitaire des bases génère un produit fiscal cumulé de près de 89 K€ entre **2021** et **2028**

Effet revalorisation forfaitaire	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Sur le produit TH		15	181	867	314	184	188	191
Sur le produit FB		10 451	22 765	13 744	9 327	7 745	8 049	8 298
Sur le produit FNB		854	1 857	1 091	725	595	607	619
Pdt supplémentaire de l'année		11 320	24 803	15 702	10 366	8 524	8 843	9 108
Pdt supplémentaire cumulé		11 320	36 123	51 825	62 191	70 715	79 558	88 666

2) L'évolution physique des bases nettes (entrées en imposition)** :

- **2023** : prise en compte des bases définitives notifiées par l'état 1288 M
- **2024** : prise en compte des bases prévisionnelles communiquées par les services de la DGFIP
- **2025** : 3 logements (PC 2023) **2026** : aucun nouveau logement (PC 2024 jusqu'au mois de juillet)
- **2027** : 5 logements **2028** : 8 logements

Évolut. physique bases nettes	Moyenne	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Base nette TH	1,3%	-29,6%	114,7%	-29,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont résidences secondaires	0,9%	-29,6%	114,7%	-29,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Base nette FB	1,6%	0,9%	2,7%	1,9%	1,3%	1,9%	1,1%	1,1%
Base nette FNB	0,1%	0,7%	-0,1%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

* Indice fixé selon le mode de calcul introduit en LF pour 2017 : en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) du mois de novembre N par rapport à celui de novembre N-1

** Ces données serviront également de référence pour la programmation de l'évolution de la population communale

LA FISCALITÉ

Effet croissance physique	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Sur le produit TH		- 2 004	6 724	- 4 115	- 90	-	-	-
Sur le produit FB		2 794	9 008	6 918	4 866	7 425	4 400	4 630
Sur le produit FNB		175	- 40	- 44	-	-	-	-
Pdt supplémentaire de l'année		965	15 692	2 759	4 776	7 425	4 400	4 630
Pdt supplémentaire cumulé		965	16 657	19 416	24 192	31 617	36 016	39 681

- L'exonération de FB de 2 ans sur les constructions nouvelles, réintroduite par la loi de finances pour **2020**, a été limitée à 40 % par délibération communale
- A noter que l'évolution assez erratique de la croissance physique des bases de THRS provient d'une forte augmentation de ces dernières en **2023** (erreur de déclaration des contribuables ou d'interprétation de la DGFIP?). Elles retrouvent un niveau plus faible en **2024**
- A elle seule, la croissance physique des bases, c'est-à-dire celle liée à l'augmentation du nombre de biens taxables, génère un produit fiscal cumulé de près de 40 K€ entre **2021** et **2028**

3) Les taux d'imposition : L'année du transfert du taux de TFPB départemental opéré au moment de la réforme de la TH, le taux d'imposition de la commune est passé de 21,27% à 43,17%. Depuis, ces derniers ont été figés. Le *scénario de référence* est construit sur une stabilité des taux des trois taxes, c'est-à-dire qu'aucune augmentation supplémentaire de pression fiscale ne sera simulée dans cette hypothèse

Pour rappel, depuis **2023**, les collectivités ont retrouvé la possibilité de moduler le taux de TH sur les résidences secondaires. Sa variation est liée à l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties ou de l'évolution du taux moyen pondéré des taxes foncières (à la hausse comme à la baisse)*

Taux d'imposition	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Taux TH	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%
Taux FB	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%
Taux FNB	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%

* A partir de 2024, il est possible de varier le taux de THRS s'il est inférieur à 75% de la moyenne constatée l'année précédente dans l'ensemble des communes du département, sans que l'augmentation du taux soit supérieure à 5% de cette moyenne. Selon l'état fiscal de 2024, le taux moyen du Département est égal à 30,04%. La commune ne peut donc utiliser cette majoration dérogatoire

4) Produits fiscaux (3 taxes ménages) :

Récapitulatif en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Bases TH	29 225	21 262	48 901	35 900	36 798	37 533	38 284	39 050
x Taux TH	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%	24,98%
= Produit TH	7 300	5 311	12 215	8 968	9 192	9 376	9 563	9 755
Bases FB	712 057	742 738	816 338	864 200	897 076	932 217	961 052	990 998
x Taux FB	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%	43,17%
= Produit FB	307 395	320 640	352 413	373 075	387 268	402 438	414 886	427 814
+/- Ajustement coefficient correcteur	160 517	169 857	187 734	198 768	206 330	214 412	221 044	227 932
= Produit FB après réforme	467 912	490 497	540 147	571 843	593 598	616 850	635 930	655 746
Bases FNB	15 498	16 133	17 254	17 900	18 348	18 714	19 089	19 471
x Taux FNB	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%	162,10%
= Produit FNB	25 122	26 152	27 969	29 016	29 741	30 336	30 943	31 562
= Produit spontané total	500 335	521 960	580 331	609 827	632 531	656 562	676 437	697 062
+ Rôles supplémentaires	4 758	940	-					
- Lissage	- 80	- 64	- 48					
Contributions directes	505 013	522 836	580 283	609 827	632 531	656 562	676 437	697 062

A noter que la commune de Mirepoix-sur-Tarn bénéficie d'un abondement de son produit de TFPB au titre de l'ajustement du coefficient correcteur. En effet, au moment de la réforme de la TH, elle a été « sous-compensée » et fait, depuis lors, l'objet d'un abondement annuel évoluant en fonction de l'évolution des bases d'imposition de TFPB de la commune. Ce montant a atteint 188 K€ en **2023**

➤ Produits fiscaux 3 taxes ménages : évolution nominale

Évolution nominale produits	Moyenne	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produit TH	4,2%	-27,2%	130,0%	-26,6%	2,5%	2,0%	2,0%	2,0%
Produit FB	4,9%	4,8%	10,1%	5,9%	3,8%	3,9%	3,1%	3,1%
Produit FNB	3,3%	4,1%	6,9%	3,7%	2,5%	2,0%	2,0%	2,0%
Produit spontané total	4,9%	4,3%	11,2%	5,1%	3,7%	3,8%	3,0%	3,0%

Porté par les importantes revalorisations forfaitaires des dernières années, le produit des contributions directes devrait connaître une croissance assez dynamique. Ce dernier devrait en effet progresser de 192 K€, soit une évolution annuelle moyenne de +4,9%, entre **2021** et **2028**

➤ Compensations fiscales

Il s'agit des compensations versées par l'Etat en contrepartie des exonérations fiscales constatées en N-1. Elles concernent les allocations au titre des trois taxes ménages (personnes modestes et âgées, terres agricoles,...) et celles relatives à l'ancienne taxe professionnelle, comprises désormais dans la « dotation unique spécifique » (DUS). Jusqu'en 2017, elles ont été utilisées comme variable d'ajustement de l'enveloppe normée définie dans le cadre des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales

Non utilisée comme variable d'ajustement, la compensation TH disparaît à compter de 2021 avec la suppression de cette taxe. Plus exactement, elle est intégrée dans le calcul du montant de « TH à compenser » (année de référence 2020)

A partir de 2021 une *compensation FB établissements industriel* est rajoutée au titre de la réduction de moitié de la valeur locative des locaux industriels introduite par la loi de finances. Elle est égale au produit des bases exonérées de l'année x le taux de FB consolidé 2020. La commune de Mirepoix-sur-Tarn ne perçoit pas de compensation à ce titre. A noter que l'augmentation des compensations de FB provient de la croissance de celles versées au titre de certains types de logements sociaux présents sur la commune. Le montant des compensations perçues à ce titre est passé de 996 € en 2021 à 2 250 € en 2024

Compensations en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Compensations TH								
Compensations FB	1 473	2 516	2 649	2 875	2 982	3 065	3 127	3 148
Compensations FNB	3 235	3 230	3 214	3 177	3 252	3 252	3 252	3 252
Compensations CFE/TP/CVAE								
Total des compensations	4 708	5 746	5 863	6 052	6 235	6 317	6 379	6 400

LES DOTATIONS DE L'ETAT – POPULATION ET CRITÈRES PHYSIQUES

➤ La population DGF :

Population DGF	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Population recensée n-1	1 027	1 040	1 118	1 133	1 143	1 151	1 154	1 157
Variation population n/n-1	13	78	15	10	8	3	3	13
Population totale	1 040	1 118	1 133	1 143	1 151	1 154	1 157	1 170
Résidences secondaires	8	8	9	4	4	4	4	4
Population DGF	1 048	1 126	1 142	1 147	1 155	1 158	1 161	1 174

La population légale 2021 en vigueur le 1^{er} janvier 2024 a été prise en compte (+10 *habitants*). En **2025** et **2026**, compte tenu du décalage de 3 ans, l'évolution de la population Insee de la commune a été estimée sur la base des locaux nouvellement imposés en **2022** et **2023** (*état fiscal 1386 bis TH-K*). De **2027** à **2028**, l'évolution de la population est basée sur l'estimation des permis déposés en 2024 et 2025. La population totale de la commune pourrait atteindre 1 170 habitants en fin de période

La population DGF s'obtient en rajoutant à la population INSEE, le nombre de résidences secondaires (RS). Le chiffre recensé dans la fiche individuelle DGF 2024 de la commune (4 RS) est reporté sur toute la prospective

➤ Les critères physiques :

Critères physiques	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Superficie (ha)	546	546	546	546	546	546	546	546
Longueur de voirie (m)	8 315	9 250	9 250	9 250	9 250	9 250	9 250	9 250
Revenu / habitants	14 829,56	13 436,72	13 618,83	13 905,07	14 252,70	14 609,02	14 974,24	15 348,60
Nombre d'enfants 3-16 ans	232	234	250	256	256	256	256	256

S'agissant des autres critères physiques utilisés pour le calcul des dotations : la longueur de la voirie communale est maintenue à 9 250 mètres et le nombre d'enfants de 3 à 16 ans à 256 (*fiche individuelle DGF de 2024*)

➤ Le potentiel fiscal :

Les dernières lois de finances intégrant les effets des réformes de la fiscalité locale ménage (suppression de la taxe d'habitation) et des impôts de production (abattement de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels, TFPB et CFE) rendaient nécessaire la modification des indicateurs financiers utilisés pour la répartition des dotations et des mécanismes de péréquation (potentiel fiscal et effort fiscal). Un dispositif de lissage, via l'application d'une fraction de correction dégressive, permet d'étaler, jusqu'en 2028, les effets de cette réforme. Initialement précisées par décret, leurs modalités d'application sont régulièrement amendées par les lois de finances

LES DOTATIONS DE L'ETAT – TABLEAU SYNTHÉTIQUE

➤ DGF (montants) :

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dotation forfaitaire	75 359	81 068	82 242	82 609	83 197	83 417	83 638	84 595
Effet variation de population	942	5 709	1 174	367	588	220	221	957
Effet prélèvement pour péréquation								
Dotations d'aménagement	77 552	87 057	93 477	95 034	92 929	92 320	92 171	69 866
DSR fraction péréquation	19 400	20 666	24 512	27 578	28 169	29 353	30 652	31 275
Dotation potentiel financier	8 402	9 190	10 920	11 889	11 838	12 271	12 822	12 702
Dotation enfants 3-16 ans	8 126	8 382	10 058	11 876	12 395	13 014	13 627	14 234
Dotation voirie	2 313	2 596	3 019	3 333	3 504	3 679	3 853	4 024
Dotation PFI superficiaire	658	592	533	480	432	389	350	315
Ajustement DSR péréquation	- 99	- 94	- 18					
DSR fraction Cible	32 341	37 257	39 125	40 600	40 589	41 213	41 941	20 970
Dotation potentiel financier	12 371	14 793	15 365	15 681	15 351	15 586	15 919	-
Dotation enfants 3-16 ans	14 637	16 447	17 754	18 820	19 080	19 418	19 757	-
Dotation voirie	4 387	5 341	5 398	5 551	5 665	5 766	5 866	-
Dotation PFI superficiaire	946	676	608	547	492	443	399	-
Ajustement DSR Cible				1				
Garantie DSR Cible								20 970
DSR fraction Bourg-centre								
DNP	25 811	29 134	29 840	26 856	24 170	21 753	19 578	17 620
Part principale	25 811	29 134	29 840	26 856	24 170	21 753	19 578	17 620
Part majoration								
Dotation globale de fonctionnement	152 911	168 125	175 719	177 643	176 125	175 737	175 808	154 461

La **dotation forfaitaire** évolue sous l'effet de la seule hausse de la population projetée à compter de **2025**. Dans un contexte d'une évolution de population peu dynamique, elle devrait enregistrer une faible hausse

La commune est en outre éligible à la *fraction péréquation* de la **dotation de solidarité rurale**. Dans un contexte d'abondement de la DGF ciblant en particulier cette fraction, la DSR perçue devrait également progresser (+13% entre **2024** et **2028**). En revanche, une perte d'éligibilité à la fraction cible de la DSR n'est pas à exclure en fin de période (*voir infra*). La collectivité est éligible à la *part principale* de la **dotation nationale de péréquation**, qui pourrait, quant à elle, diminuer sous l'effet de la baisse de l'écart du ratio communal avec le potentiel financier moyen

Au regard de la difficile projection de l'évolution des données moyennes de la strate et des valeurs de points, ces projections sont **à apprécier avec prudence**

LES DOTATIONS DE L'ETAT – FOCUS SUR LA DSR FRACTION CIBLE

➤ Éligibilité DSR Cible :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Éligibilité à la DSR Cible	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Potentiel financier moyen de la strate	815,51	816,43	846,88	911,44	931,38	944,45	953,08	959,33
Potentiel financier par habitant	564,58	550,76	574,43	656,80	745,43	780,27	799,42	821,13
Rapport à la moyenne (A)	1,4445	1,4824	1,4743	1,3877	1,2495	1,2104	1,1922	1,1683
Revenu imposable moyen de strate	14 972	15 119	15 478	15 648	16 358	17 104	17 632	17 958
Revenu imposable par habitant	14 830	13 437	13 619	13 655	13 927	14 257	14 613	14 979
Rapport à la moyenne (B)	1,0096	1,1252	1,1365	1,1459	1,1745	1,1997	1,2066	1,1989
Indice synthétique (70% A + 30% B)	1,3140	1,3752	1,3730	1,3155	1,2270	1,2072	1,1965	1,1775
Indice synthétique de seuil	1,1912	1,1895	1,1814	1,1814	1,1814	1,1814	1,1814	1,1814
Rang DSR Cible estimé	4 593	2 813	2 497	3 695	7 643	8 610	9 161	10 200

Au regard de l'évolution du potentiel financier par habitant (*son calcul est présenté en annexe de cette étude*) de la commune par rapport à la moyenne des communes de la même strate de population et, à la lumière de l'estimation de l'augmentation du revenu imposable des habitants de la collectivité par rapport à la moyenne, une perte d'éligibilité est envisagée en **2028**. En effet, l'indice synthétique de calcul de l'éligibilité, calculé à partir de deux indicateurs, pourrait se situer en deçà de l'indice synthétique de seuil, excluant la commune de Mirepoix-sur-Tarn de l'éligibilité à cette fraction. Une garantie de sortie équivalente à 50% du montant perçu l'année précédente serait alors versée en 2028

Néanmoins, cette perte d'éligibilité, si elle n'est pas à exclure, paraît aujourd'hui très incertaine. Elle s'appuie sur des estimations projetées par notre logiciel d'analyse financière (*Regards, de la société Ressources Consultants Finances, Groupe ESPELIA*) et de l'évolution de certaines données comme le revenu imposable de la commune ou celui moyen de la strate. De même, une stabilité de l'indice synthétique de seuil d'éligibilité est projetée par le logiciel, alors même que ce dernier a diminué sur les dernières années, passant de 1,1939 en **2020** à 1,1814 en **2023**

La perte d'éligibilité a néanmoins été retenue dans cette étude. Il paraît en effet plus judicieux de se baser sur une hypothèse pessimiste afin de conserver une certaine prudence dans les résultats affichés

LE FONDS DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - ATTRIBUTION

L'ensemble intercommunal (EPCI + communes membres) auquel appartient la commune de Mirepoix, est bénéficiaire du titre du FPIC depuis 2022. Cette attribution est maintenue sur l'ensemble de la période prospective

Sont éligibles au reversement du FPIC, 60 % des EI classés selon un indice synthétique qui est composé à 60 % du revenu par habitant, à 20 % du potentiel financier agrégé par habitant et à 20 % de l'effort fiscal agrégé. Les ensembles doivent également avoir un effort fiscal supérieur à 1. En 2023, l'EI était classé au rang 720. Pour information, le dernier EI éligible est classé au rang 745

La recette est ensuite répartie entre la Communauté de communes Val'Aïgo et ses communes membres selon la répartition de droit commun, en fonction du coefficient d'intégration fiscale puis, entre les communes membres, en fonction des potentiels financiers par habitant et de la population. Des répartitions dérogatoires peuvent être également envisagées. Une répartition de droit commun est retenue ici

<i>Éligibilité à l'attribution</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Indice synthétique (attribution)	1,0782	1,0800	1,0824	1,0824	1,0824	1,0824	1,0824	1,0824
Seuil d'éligibilité (IS médian)	1,1090	1,0783	1,0768	1,0768	1,0768	1,0768	1,0768	1,0768
Seuil d'éligibilité des EI	1,0777	1,0783	1,0768	1,0768	1,0768	1,0768	1,0768	1,0768
Éligibilité attribution FPIC	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

<i>Attribution du FPIC</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Attribution brute de l'EI	-	476 273	463 845	452 785	462 637	470 081	477 588	485 158
Attribution commune de droit commun	-	28 608	27 302	26 651	27 231	27 669	28 111	28 556
Part de l'attribution brute	0,00%	6,01%	5,89%	5,89%	5,89%	5,89%	5,89%	5,89%
Attribution effective	-	28 608	27 302	26 651	27 231	27 669	28 111	28 556
Variation attribution effective en %	s.o.	s.o.	-4,6%	-2,4%	2,2%	1,6%	1,6%	1,6%
Écart en %	s.o.	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Attention : les montants estimés sont à apprécier avec prudence au vu du nombre des critères utilisés pour apprécier l'éligibilité à ce fonds

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT - MONTANTS

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits de fonct. courant stricts	786 869	871 136	953 668	977 156	991 115	1 006 408	1 026 988	1 026 865
Fiscalité locale (731)	552 246	571 714	638 591	657 425	680 129	704 160	724 035	744 660
Contributions directs	552 246	571 714	638 591	657 425	680 129	704 160	724 035	744 660
Impôts et taxes (73)	40 621	80 287	83 443	67 239	59 702	60 140	60 582	61 027
Attribution FPIC	-	28 608	27 302	26 651	27 231	27 669	28 111	28 556
Fonds départemental DMTO	40 621	51 679	56 141	40 588	32 471	32 471	32 471	32 471
Dotations et participations (74)	163 452	190 051	195 514	198 695	197 360	188 054	188 187	166 861
DGF	152 911	168 125	175 719	177 643	176 125	175 737	175 808	154 461
Compensations fiscales	4 708	5 746	5 863	6 052	6 235	6 317	6 379	6 400
FCTVA Fonctionnement	542	2 366	-	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Solde participations de fct courant	5 291	13 814	13 932	14 000	14 000	5 000	5 000	5 000
Autres produits de fonct. courant	30 550	29 084	36 120	53 797	53 925	54 054	54 184	54 316
Produits du service (70)	17 558	18 182	17 912	15 797	15 925	16 054	16 184	16 316
Redevances à caractère de loisir	-	490	1 240	500	500	500	500	500
Autres prestations de service (70688)	13 598	12 888	12 670	12 797	12 925	13 054	13 184	13 316
Locations diverses	1 350	3 585	-	-	-	-	-	-
Solde produits de gestion	2 610	1 219	4 002	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Autres prod. de gestion courante (75)	12 992	10 902	18 209	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
Revenu des immeubles	12 751	10 900	18 208	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
Solde atténuations de produits	241	2	1	-	-	-	-	-
Atténuations de charges (013)	13 484	300	-	-	-	-	-	-
Produits de fonct. courant	800 354	871 436	953 668	977 156	991 115	1 006 408	1 026 988	1 026 865
Produits exceptionnels larges (77)	91 066	27 059	40 426	-	-	-	-	-
Produits de fonctionnement	891 419	898 495	994 094	977 156	991 115	1 006 408	1 026 988	1 026 865

Les produits de fonctionnement passeraient de 891 K€ en 2021 à 1 027 K€ en 2028 (+135 K€)

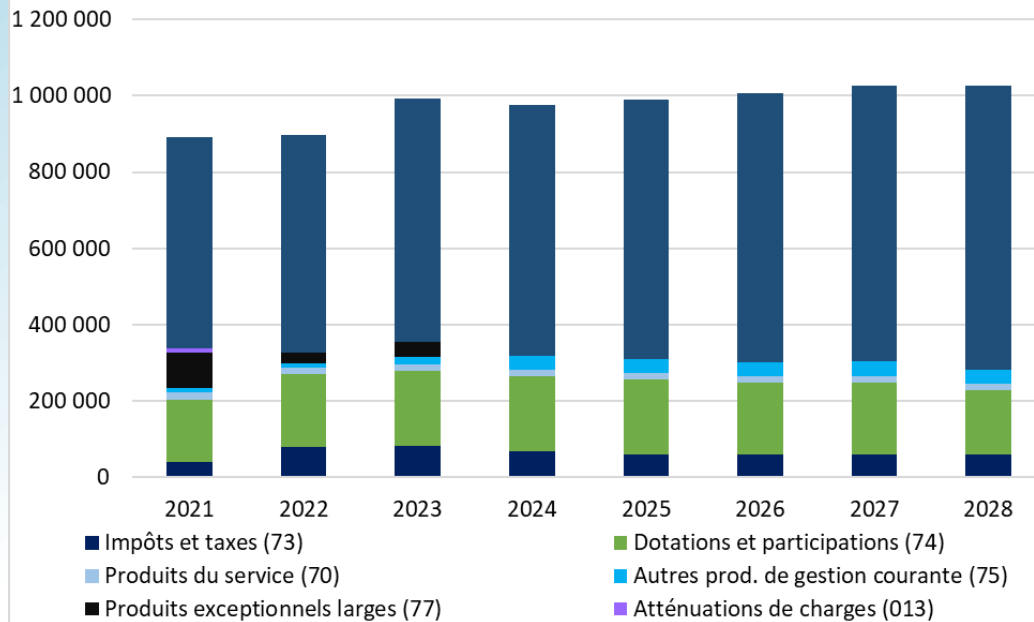
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT – ÉVOLUTION NOMINALE

Évolution nominale	Moy.	2022/21	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25	2027/26	2028/27
Produits de fonct. courant stricts	3,9%	10,7%	9,5%	2,5%	1,4%	1,5%	2,0%	0,0%
Fiscalité locale (731)	4,4%	3,5%	11,7%	2,9%	3,5%	3,5%	2,8%	2,8%
Contributions directs	4,4%	3,5%	11,7%	2,9%	3,5%	3,5%	2,8%	2,8%
Impôts et taxes (73)	6,0%	97,6%	3,9%	-19,4%	-11,2%	0,7%	0,7%	0,7%
Attribution FPIC	s.o.	s.o.	-4,6%	-2,4%	2,2%	1,6%	1,6%	1,6%
Fonds départemental DMTO	-3,1%	27,2%	8,6%	-27,7%	-20,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dotations et participations (74)	0,3%	16,3%	2,9%	1,6%	-0,7%	-4,7%	0,1%	-11,3%
DGF	0,1%	9,9%	4,5%	1,1%	-0,9%	-0,2%	0,0%	-12,1%
Compensations fiscales	4,5%	22,0%	2,0%	3,2%	3,0%	1,3%	1,0%	0,3%
FCTVA Fonctionnement	s.o.	336,7%	-100,0%	s.o.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Solde participations de fct courant	-0,8%	161,1%	0,9%	0,5%	0,0%	-64,3%	0,0%	0,0%
Autres produits de fonct. courant	8,6%	-4,8%	24,2%	48,9%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Produits du service (70)	-1,0%	3,6%	-1,5%	-11,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Redevances à caractère de loisir	s.o.	s.o.	153,1%	-59,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres prestations de service (70688)	-0,3%	-5,2%	-1,7%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Locations diverses	s.o.	165,6%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Solde produits de gestion	-0,6%	-53,3%	228,2%	-37,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres prod. de gestion courante (75)	16,6%	-16,1%	67,0%	108,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Revenu des immeubles	16,9%	-14,5%	67,0%	108,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Solde atténuations de produits	s.o.	-99,4%	-42,4%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Atténuations de charges (013)	s.o.	-97,8%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Produits de fonct. courant	3,6%	8,9%	9,4%	2,5%	1,4%	1,5%	2,0%	0,0%
Produits exceptionnels larges (77)	s.o.	-70,3%	49,4%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Produits de fonctionnement	2,0%	0,8%	10,6%	-1,7%	1,4%	1,5%	2,0%	0,0%

Les produits de fonctionnement évoluent en moyenne annuelle de +2% sur la période **2021-2028**. Dans un contexte d'une relative stabilité des recettes de DGF, la commune de Mirepoix-sur-Tarn profite du dynamisme de l'évolution de ses contributions directes (produits des 3 taxes « ménages » locales)

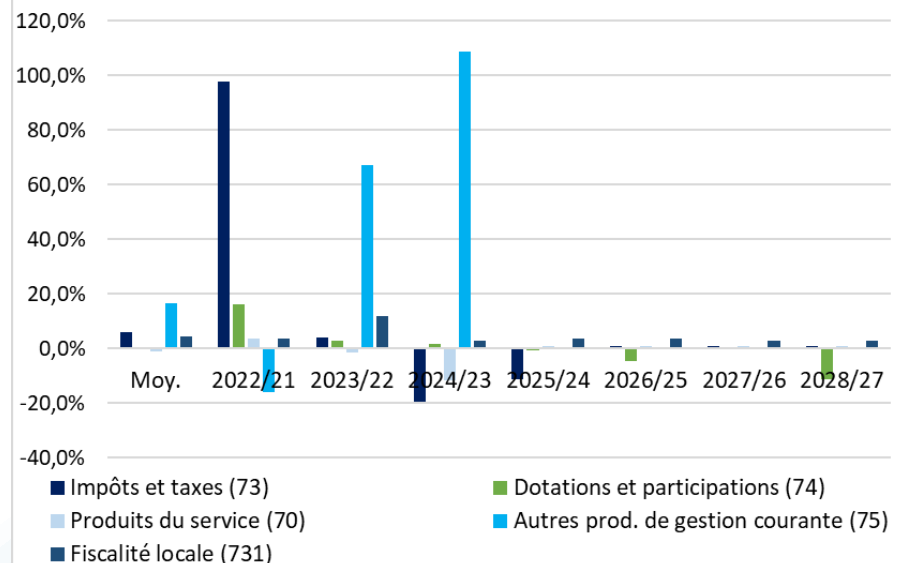
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT – STRUCTURE ET ÉVOLUTIONS

Structure des produits de fonctionnement



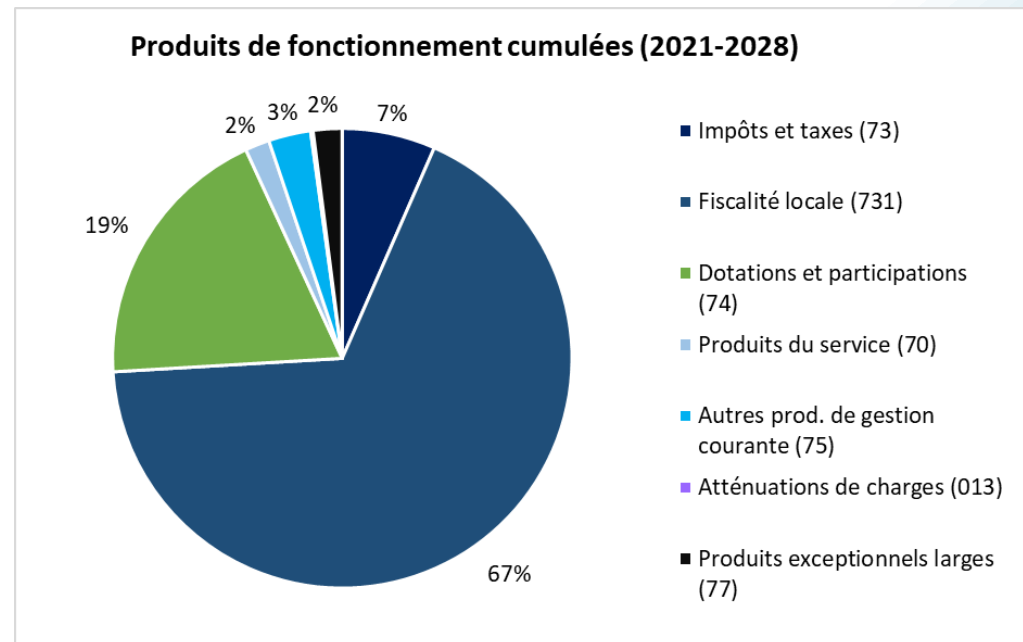
➤ Le chapitre *impôts et taxes* (chapitre 73) connaît une forte croissance en **2022** du fait de la nouvelle éligibilité de l'ensemble intercommunal à l'attribution du FPIC. Les *autres produits de gestion courante* (75) enregistrent deux augmentations successives sensibles en **2023** et **2024** résultant de l'évolution du revenu des immeubles sur ces deux exercices

Évolution des principaux postes de recettes



LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

- A la lumière des hypothèses retenues par la commune de Mirepoix-sur-Tarn et de la projection de l'évolution des recettes de DGF et des contributions directes, les produits courants devraient progresser de près de +15,2% entre **2021** et **2028**. Cette tendance découle des fluctuations sur les différents chapitres de la section :
- La très large majorité des recettes communales provient du chapitre *impôts et taxes* (chapitre 73) qui est désormais, suite au passage à la nomenclature M57, divisé en deux chapitres distincts :
 - Fiscalité locale (731) : Il représente 67 % de la structure budgétaire. Constitué des seules contributions directes, il connaîtrait, en sept exercices, une progression de +35%
 - Impôts et taxes (73) sauf 731 : Regroupant le fonds départemental des DMTO et le FPIC, ce chapitre, représentant 7% du total des produits, diminue sous l'effet de la réduction des recettes de DMTO dans un contexte de ralentissement du marché immobilier qui devrait se poursuivre en 2024
- *Les dotations et participations* (chapitre 74) constituent le 2^{ème} poste de recettes (19% du total des produits). Elles devraient, en revanche, demeurer assez stables entre **2021** et **2028** (+0,3%) dans le contexte d'une potentielle perte de DSR Cible précédemment évoquée
- *Les autres produits de gestion courante* (chapitre 75) représentant 3% de la structure moyenne des produits de fonctionnement, sont essentiellement constitués du revenu des immeubles loués par la commune
- *Les produits des services* (chapitre 70), *les atténuations de charges* (chapitre 013) et *les produits exceptionnels* (chapitre 77) pèsent peu dans la structure moyenne des recettes de fonctionnement (4% environ). Ils n'enregistrent aucune évolution majeure sur la période prospective



La programmation de l'investissement

- ✓ *Les dépenses d'investissement*
- ✓ *Les recettes d'investissement*

LA PROGRAMMATION DE L'INVESTISSEMENT

➤ Dépenses d'investissement :

Dépenses d'investissements en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Autres opérations d'équipement (ajustement)	309 030	166 883	61 164	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Total des dépenses directes d'équipement	309 030	166 883	61 164	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Fonds de concours								
Opérations sous mandat								
Autre DI diverses	37 174	4 001						
Total des DI hors remboursement emprunt	346 204	170 883	61 164	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000

Au regard du compte administratif communiqué par la commune, 61 K€ de dépenses d'investissement ont été réalisées en **2023**. La commune a souhaité connaître ses capacités maximales d'investissement pour la période **2024-2028**. Une enveloppe maximum d'investissement a ainsi été calculée pour les exercices suivants à hauteur de 500 K€ par an, soit un total de 2 500 K€ sur 5 ans

➤ Recettes d'investissement :

Recettes d'investissements en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Autres opérations d'équipement (ajustement)	13 947	92 734	19 141					
Total des subventions	13 947	92 734	19 141	-	-	-	-	-
Amendes (c/1342)	46 900	10 900	-					
DETR	59 824	-	6 615					
Autre compte 13		15 185	4 842					
Total compte 13	120 671	118 818	30 597	-	-	-	-	-
Taxe d'aménagement	38 403	31 408	31 452	6 978	9 554	6 534	7 104	14 680
FCTVA	-	23 295	13 907	8 027	65 616	65 619	65 619	65 619
Autres dotations	-	19 508	-					
Total compte 10	38 403	74 211	45 359	15 005	75 170	72 153	72 723	80 299
Produit des cessions	350 000	5 000	-					
Autres recettes d'investissement	-	-	4 731					
Total des Recettes d'invest. hors emprunt	509 073	198 030	80 688	15 005	75 170	72 153	72 723	80 299

Un montant de subventions de 19 K€ a été perçu en **2023**. L'enveloppe d'investissement maximale a été estimée **sans perception de subvention**. Les recettes d'investissement sont ainsi seulement constituées du FCTVA et de la Taxe d'Aménagement

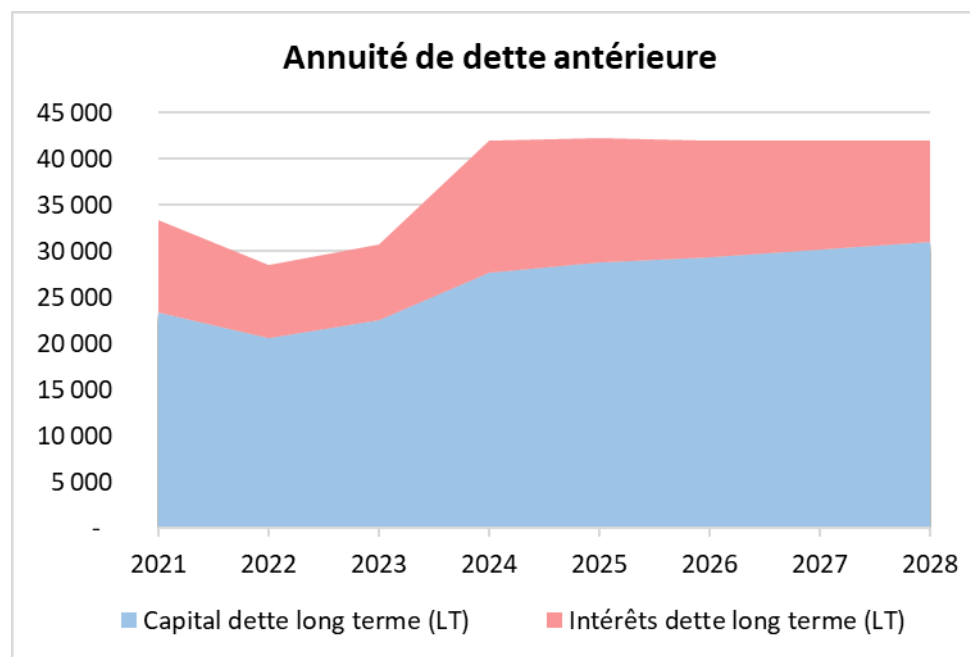
La projection de l'annuité de la dette antérieure

L'ANNUITÉ DE LA DETTE

Montant de l'annuité de la dette antérieure

Annuité ancienne en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Capital dette long terme (LT)	23 412	20 531	22 536	27 668	28 802	29 327	30 193	31 085
Intérêts dette long terme (LT)	10 037	7 956	8 242	14 305	13 542	12 701	11 835	10 943
Annuité totale	33 449	28 487	30 778	41 973	42 344	42 027	42 028	42 028

La perspective d'extinction de dette de la commune de Mirepoix-sur-Tarn se révèle assez défavorable. En effet, l'annuité remboursée augmente entre **2023** et **2024** (+11 K€) passe de 31 K€ à 42 K€, sous l'effet de l'annuité générée par l'emprunt de 280 K€ souscrit en **2023**

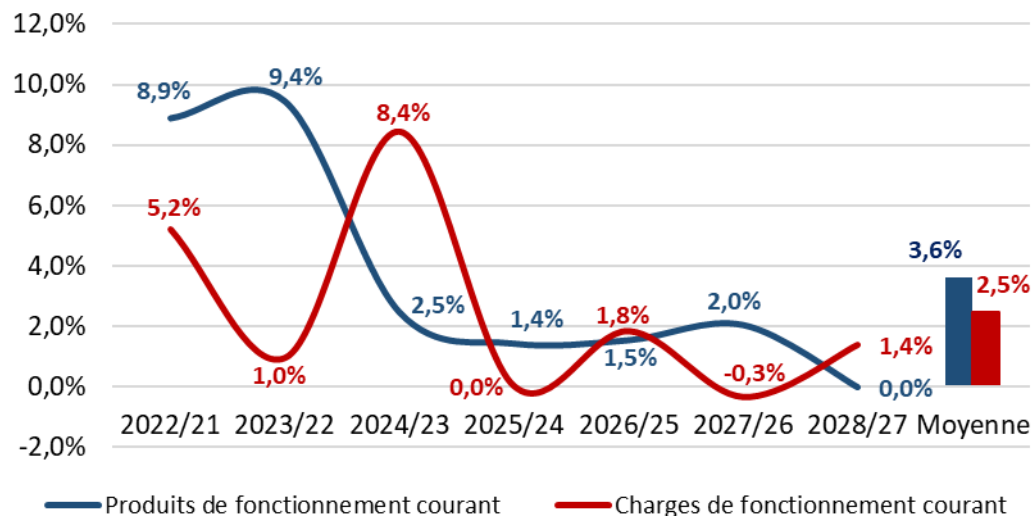


Les autres emprunts nécessaires, le cas échéant, au bouclage de l'étude seront simulés sur une durée de 20 ans à un taux de 4,5% de **2024** à **2028**

Présentation des résultats du scenario de référence

UN EXCÉDENT BRUT COURANT (EBC) RELATIVEMENT STABLE

Comparatif de l'évolution des charges et produits de fonctionnement courant



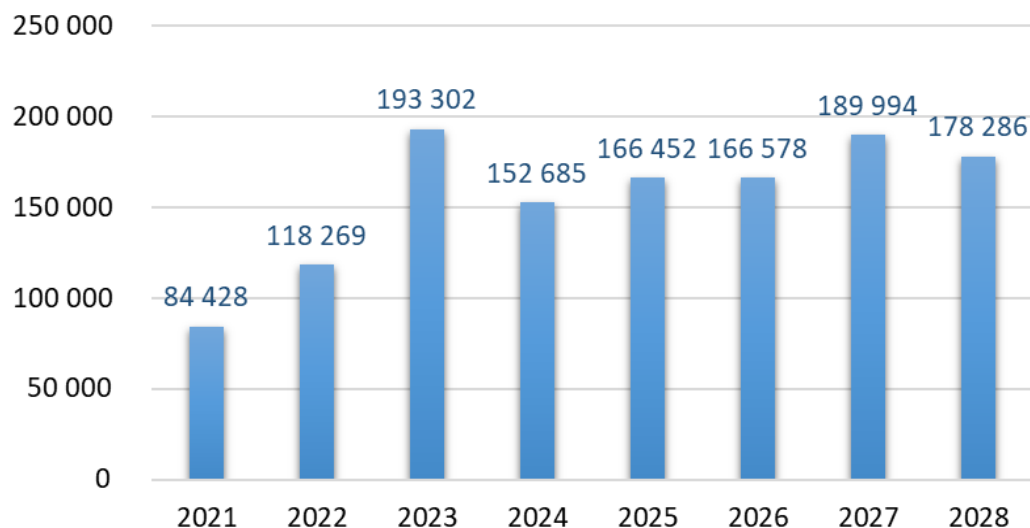
➤ Les charges et produits de fonctionnement évoluent de manière assez contrastée sur l'ensemble de la période. La forte croissance des dépenses observée en **2022** ou **2024** est compensée par une évolution des produits assez dynamique, en particulier en début de période

➤ Découlant en particulier d'une sensible croissance du poste du personnel en **2022** et des charges à caractère général en **2024** les dépenses courantes enregistrent en effet une progression assez sensible (respectivement +5,2% et +8,4% sur ces deux exercices). Plus faible les années suivantes, la hausse moyenne annuelle s'élève à +2,5% sur la période **2021-2028**

➤ Dans le même temps, portées notamment par le dynamisme du produit des contributions directes dans le contexte d'une potentielle perte d'une dotation composante de la DGF, les recettes courantes augmentent en moyenne de +3,6% par an sur la période étudiée. Leur augmentation s'avère donc plus sensible que celle des charges

➤ Dans ce contexte, l'Excédent Brut Courant (EBC) qui a fortement augmenté en début de période (+129% entre **2021** et **2023**) devrait demeurer relativement stable par la suite, ne diminuant que -7,8% entre **2023** et **2028**

Excédent Brut Courant (EBC) en €



DES SOLDES D'ÉPARGNE EN NETTE DIMINUTION MAIS DEMEURANT EXCÉDENTAIRES

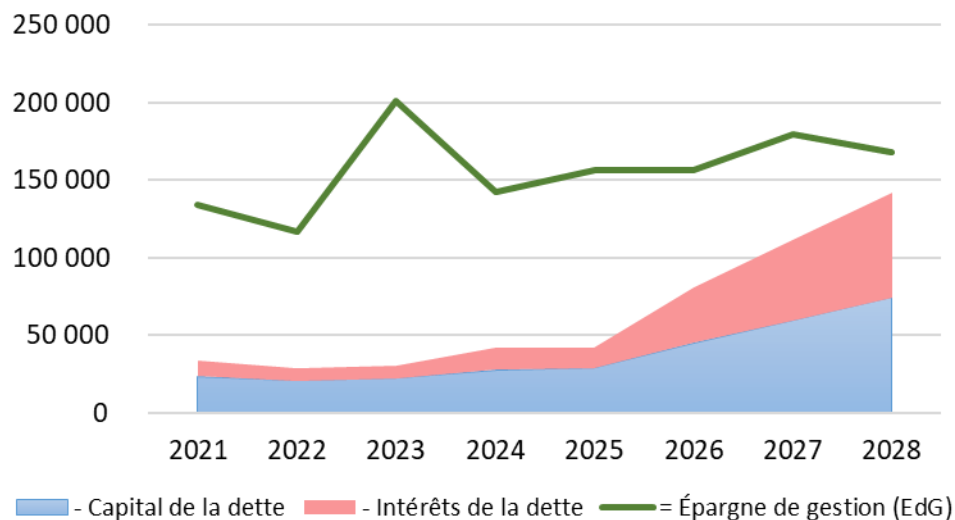
Scénario de référence	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Produits de fonct. courant	800 354	871 436	953 668	977 156	991 115	1 006 408	1 026 988	1 026 865
- Charges de fonct. courant	715 926	753 167	760 366	824 471	824 663	839 830	836 995	848 578
= Excédent Brut Courant (EBC)	84 428	118 269	193 302	152 685	166 452	166 578	189 994	178 286
+ Solde exceptionnel large	49 730	-1 514	7 749	-10 000	-10 000	-10 000	-10 000	-10 000
= Épargne de gestion (EdG)	134 157	116 755	201 051	142 685	156 452	156 578	179 994	168 286
- Intérêts de la dette	10 037	7 956	8 242	14 305	13 542	35 201	51 617	67 402
= Épargne brute (EB)	124 121	108 799	192 809	128 380	142 909	121 377	128 376	100 884
- Capital de la dette	23 412	20 531	22 536	27 668	28 802	45 265	59 599	74 564
= Épargne nette (EN)	100 708	88 268	170 273	100 712	114 108	76 112	68 777	26 320

➤ Grâce à la revalorisation de l'EBC au cours des deux derniers exercices clos puis à son maintien, l'épargne de gestion s'avère suffisante pour couvrir l'annuité de dette remboursée

➤ En conséquence, la commune enregistre une épargne nette excédentaire sur l'intégralité de la période étudiée. Bien qu'enregistrant une sensible diminution entre **2023** et **2028** (-144 K€, soit une baisse de -85%), ce solde demeure positif, atteignant 26 K€ en fin de période

➤ Cette diminution s'explique essentiellement par l'augmentation de l'annuité de dette générée par la souscription des emprunts nécessaires au financement du programme d'équipement. Ces derniers, programmés sur les exercices **2025**, **2026** et **2027**, sont estimés à un total de 1 300 K€ et devraient générer une annuité nouvelle totale de près de 100 K€

Couverture de l'annuité de dette par l'épargne de gestion

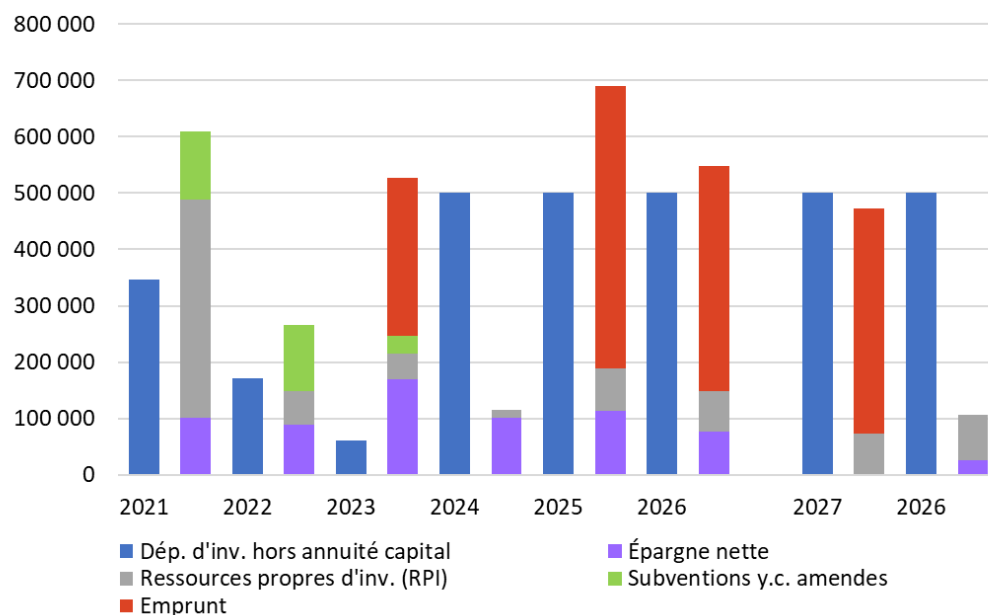


L'épargne nette est le solde obtenu au terme des opérations de fonctionnement après couverture, par les recettes d'exploitation, des charges de même nature élargies au capital de la dette ancienne et nouvelle

LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT HORS CAPITAL DE LA DETTE

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dép. d'inv. hors annuité capital	346 204	170 883	61 164	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Financement de l'investissement	609 782	266 789	526 229	115 717	689 278	548 265	541 500	106 618
Épargne nette	100 708	88 268	170 273	100 712	114 108	76 112	68 777	26 320
Ressources propres d'inv. (RPI)	388 403	59 703	45 359	15 005	75 170	72 153	72 723	80 299
FCTVA	-	23 295	13 907	8 027	65 616	65 619	65 619	65 619
Produits des cessions	350 000	5 000	-	-	-	-	-	-
TLE / TA	38 403	31 408	31 452	6 978	9 554	6 534	7 104	14 680
Diverses RPI								
Subventions y.c. amendes	120 671	118 818	30 597	-	-	-	-	-
Emprunt			280 000	-	500 000	400 000	400 000	-
dont Emprunt court terme								
Variation de l'EGC	192 530	65 617	240 511	-384 283	189 278	48 265	41 500	-393 382

Le financement de l'investissement



➤ Entre **2024** et **2028**, les dépenses d'équipement projetées s'élèvent à 2 500 K€, soit un montant de 447 € par habitant et par an sur ces cinq exercices (*population DGF 2024*)

➤ Dans l'ensemble, en l'absence de programmation de subventions, les dépenses sont essentiellement couvertes par le recours à l'emprunt qui permet d'assurer plus de la moitié de leur financement (52%). L'épargne nette dégagée à l'issue de chaque exercice permet de financer plus de 15% de ce programme d'investissement. FCTVA et Taxe d'aménagement couvrent respectivement 11% et 2% du programme d'investissement

➤ A noter que l'excédent global de clôture (EGC) est également mobilisé pour en financer une partie (*voir infra*)

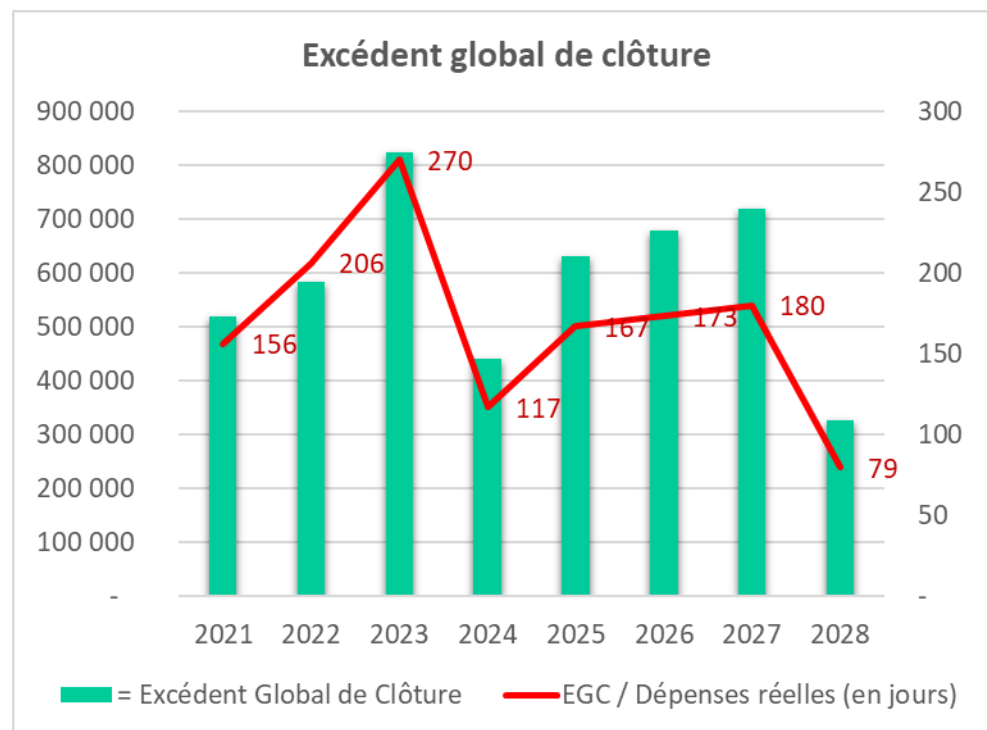
UN EXCÉDENT GLOBAL DE CLÔTURE SENSIBLEMENT MOBILISÉ

Montants en €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses réelles totales de l'année	1 212 265	1 035 419	1 114 271	1 376 444	1 377 007	1 430 296	1 458 211	1 500 545
Résultat capitalisés n-1	326 733	519 263	584 880	825 391	441 108	630 386	678 651	720 151
+ Variation EGC n	192 530	65 617	240 511	- 384 283	189 278	48 265	41 500	- 393 382
= Excédent Global de Clôture	519 263	584 880	825 391	441 108	630 386	678 651	720 151	326 769
EGC / Dépenses réelles (en jours)	156	206	270	117	167	173	180	79

➤ Abondé au cours des trois premiers exercices étudiés, l'excédent global de clôture (EGC) s'élève à environ *neuf mois de fonds de roulement* au 31 décembre **2023**. En **2024**, il est en revanche mobilisé à hauteur de -384 K€ pour éviter le recours à l'endettement sur cet exercice. Il atteint un équivalent dépenses de *117 jours*

➤ Les années suivantes, un recours à l'emprunt a été simulé sur chaque exercice, évitant de mobiliser davantage l'EGC. Il est par contre à nouveau ponctionné en **2028**, pour éviter de mobiliser un nouvel emprunt sur le dernier exercice dont l'annuité générée ne pourrait pas être mesurée sur la période étudiée

➤ Ainsi, l'EGC est diminué de près de 500 K€ entre **2023** et **2028** pour atteindre 327 K€, soit un équivalent de *79 jours de fonds de roulement*, niveau suffisant afin d'éviter à la commune de rencontrer des problèmes de trésorerie

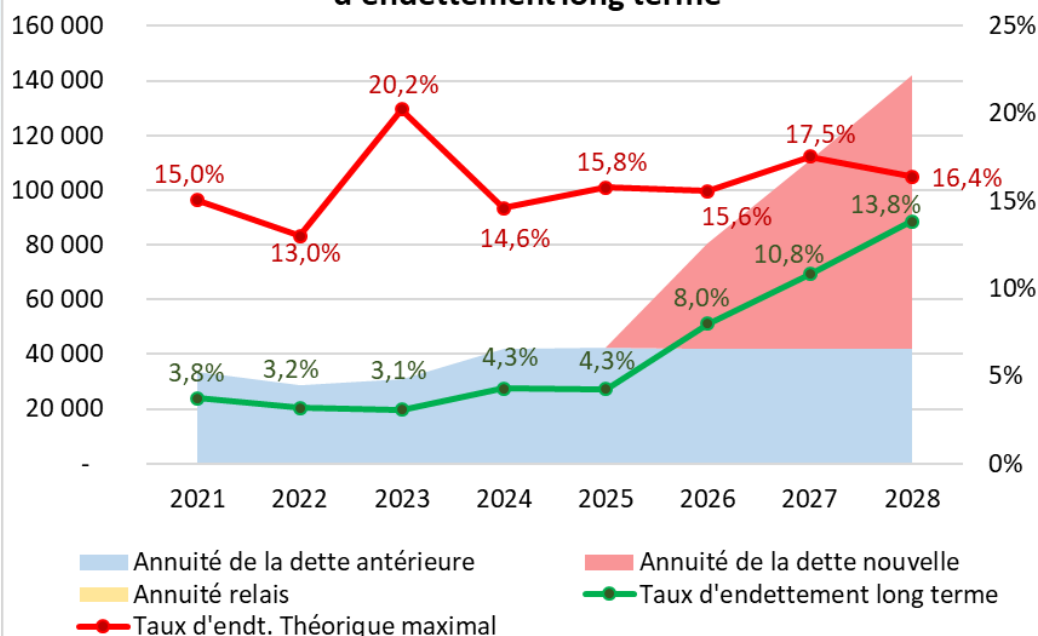


L'équivalent jour est obtenu par le calcul suivant : excédent global de clôture / dépenses réelles totales. On considère qu'un fonds de roulement équivalent à un mois de dépenses est suffisant à une commune pour faire face à ses dépenses courantes, dès lors qu'elle encaisse mensuellement les douzièmes de fiscalité et de DGF

UN TAUX D'ENDETTEMENT DÉTÉRIORÉ MAIS SOUTENABLE

Dettes long terme - Montants €	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Annuité de la dette antérieure	33 449	28 487	30 778	41 973	42 344	42 027	42 028	42 028
Annuité de la dette nouvelle	-	-	-	-	-	38 438	69 189	99 939
Capital de la dette	23 412	20 531	22 536	27 668	28 802	45 265	59 599	74 564
Intérêts de la dette	10 037	7 956	8 242	14 305	13 542	35 201	51 617	67 402
Annuité de la dette	33 449	28 487	30 778	41 973	42 344	80 466	111 216	141 967
Épargne de gestion	134 157	116 755	201 051	142 685	156 452	156 578	179 994	168 286
Taux d'endettement long terme	3,8%	3,2%	3,1%	4,3%	4,3%	8,0%	10,8%	13,8%
Taux d'end. Théorique maximal	15,0%	13,0%	20,2%	14,6%	15,8%	15,6%	17,5%	16,4%

Évolution de l'annuité de dette et du taux d'endettement long terme



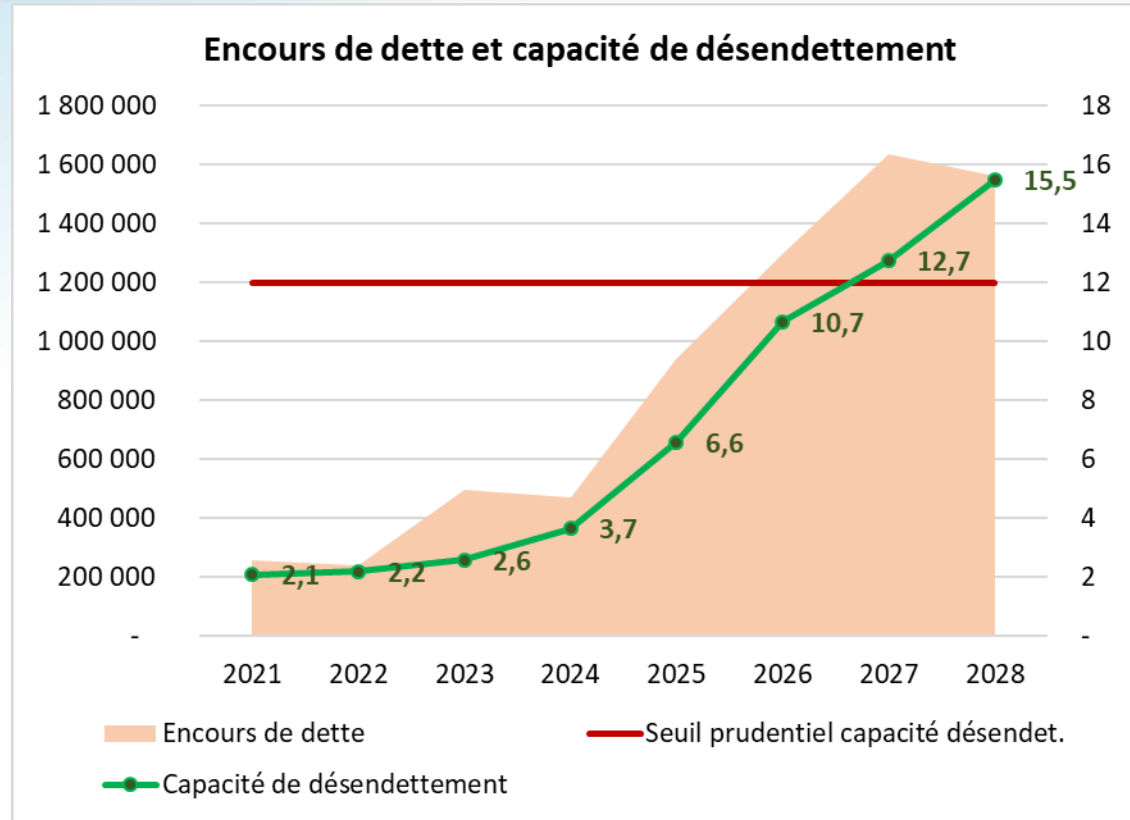
Le *taux d'endettement théorique maximum* est obtenu après détermination du poids des charges de fonctionnement dans les recettes de même nature. Il mesure le poids de l'annuité maximale que peut assumer la commune sur l'exercice

➤ Comme détaillé précédemment, l'annuité acquittée par la commune augmente sous l'effet de la simulation du recours à trois emprunts en **2025**, **2026** et **2027**, pour un total de 1 300 K€

➤ En conséquence, le *taux d'endettement* (rapport entre l'annuité de la dette et les recettes de fonctionnement) progresse logiquement. Cet indicateur passe en effet de 3,1% en **2023** à 13,8% en **2025**. Parallèlement, le *taux d'endettement théorique maximal* que la commune peut supporter évolue en fonction des fluctuations des soldes d'épargne. Situé à plus de 20% à l'issue du dernier exercice clos, il atteindrait 16,4% en **2024**. En fin de période, le taux d'endettement maximal demeure néanmoins légèrement supérieur au taux d'endettement communal sur ce même exercice

➤ Cela signifie que ce niveau d'endettement s'avère supportable pour la commune de Mirepoix-sur-Tarn. En revanche, la mobilisation de nouveaux emprunts au-delà de la période étudiée pourrait être plus difficile

UNE CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT UN PEU TROP ÉLEVÉE EN FIN DE PÉRIODE



➤ Située à un faible niveau d'environ 2 ans et demi en **2023**, la *capacité de désendettement* de la commune s'accroît très sensiblement sur les exercices suivants. En effet, l'encours de dette augmente quand l'épargne brute se réduit. Le ratio atteint ainsi plus de 15 années en **2028**, soit un ratio supérieur au seuil d'alerte estimé à 12 années

➤ Cet indicateur, fortement contraint par le niveau d'épargne brute dégagé chaque année, illustre un élevé. Le fait que les ratios d'endettement soient élevés en fin de période démontre que la commune a atteint son maxima en la matière, ce qui devrait impacter ses capacités d'investissement au-delà de la période étudiée. A noter également que toute perception de subvention permettra de limiter le recours à l'emprunt

La capacité de désendettement est un ratio qui permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute

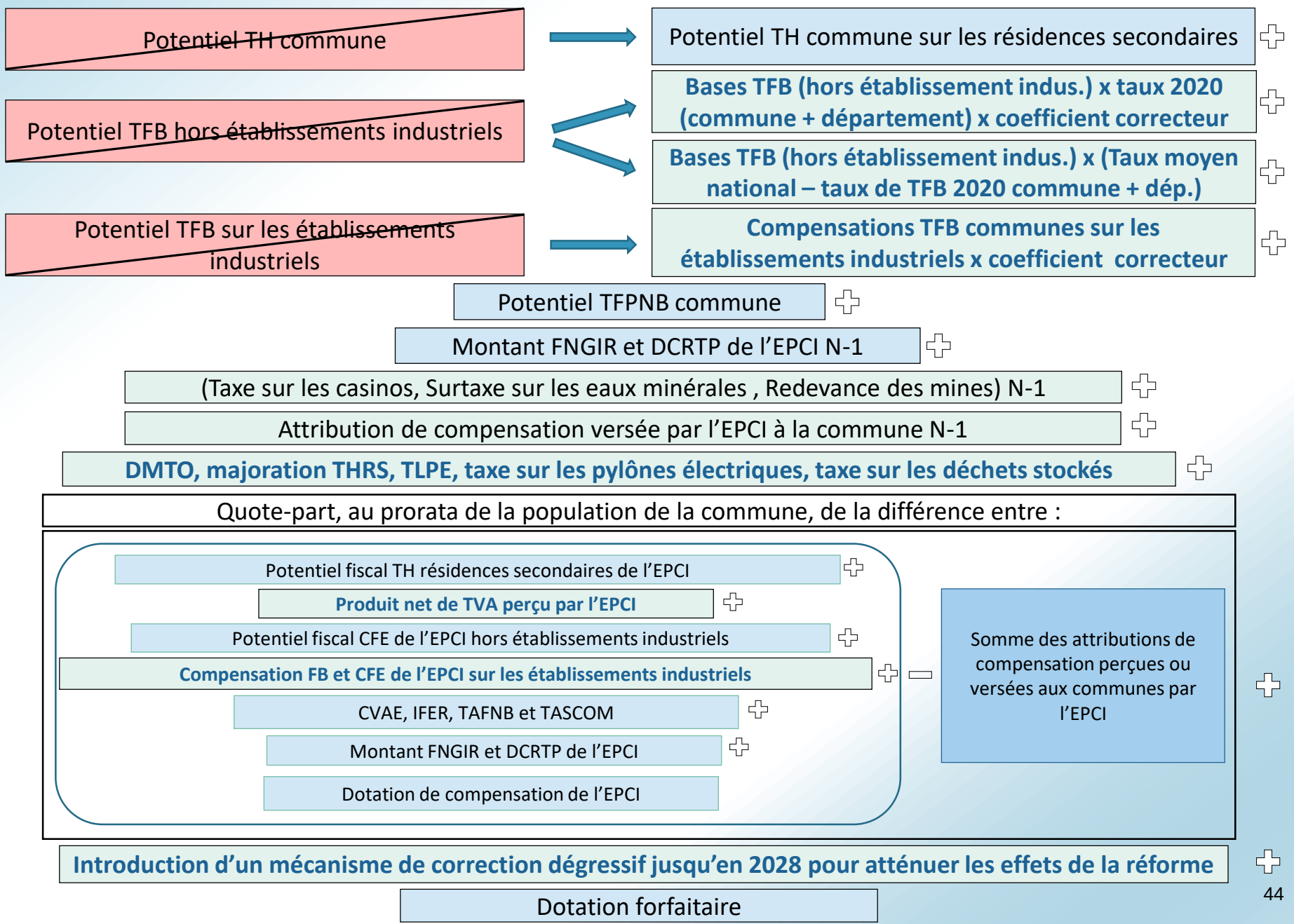
TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Évolution taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	500 335	521 960	580 331	609 827	632 531	656 562	676 437	697 062
Autres impôts et taxes	92 532	130 041	141 702	114 837	107 300	107 738	108 180	108 625
Dotations et participations	163 452	190 051	195 514	198 695	197 360	188 054	188 187	166 861
Autres produits de fonctionnement courant	44 034	29 384	36 120	53 797	53 925	54 054	54 184	54 316
Produits exceptionnels larges	91 066	27 059	40 426	-	-	-	-	-
Produits de fonctionnement	891 419	898 495	994 094	977 156	991 115	1 006 408	1 026 988	1 026 865
Év° nominale charges fct. courant stricte	-15,7%	5,9%	1,3%	9,4%	0,0%	2,0%	-0,4%	1,5%
Charges fct. Courant strictes	632 206	669 326	677 752	741 532	741 676	756 834	754 008	765 584
Atténuations de produits	83 720	83 841	82 614	82 939	82 987	82 996	82 986	82 994
Charges exceptionnelles larges	41 336	28 573	32 677	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Annuité de dette	29 147	23 976	30 778	41 973	42 344	80 466	111 216	141 967
Charges de fonctionnement larges	786 409	805 716	823 822	876 444	877 007	930 296	958 211	1 000 545
Épargne nette	100 708	88 268	170 273	100 712	114 108	76 112	68 777	26 320
Épargne nette retraitée du prêt relai	100 708	88 268	170 273	100 712	114 108	76 112	68 777	26 320
Dépenses d'investissement hors capital	346 204	170 883	61 164	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Recettes d'investissement hors emprunt	-	19 508	-	-	-	-	-	-
Emprunt	-	-	280 000	-	500 000	400 000	400 000	-
Variation EGC choisie	192 530	65 617	240 511	-384 283	189 278	48 265	41 500	-393 382
Montant de l'EGC au 31/12 de l'exercice	519 263	584 880	825 391	441 108	630 386	678 651	720 151	326 769
<i>EGC / Dépenses réelles (en jours)</i>	<i>156</i>	<i>206</i>	<i>270</i>	<i>117</i>	<i>167</i>	<i>173</i>	<i>180</i>	<i>79</i>

CONCLUSION DE L'ÉTUDE

- Les résultats du *scénario de référence* révèlent une situation financière qui s'est assainie au cours des dernières années avec des dépenses de fonctionnement globalement maîtrisées, des recettes de fonctionnement relativement dynamiques, ayant pour conséquence de nettement revaloriser les soldes d'épargne, au premier titre desquels le niveau d'épargne nette
- La commune a souhaité connaître ses capacités maximales d'investissement pour les prochains exercices. Ces dernières s'élèvent à un total de 2 500 K€ sur cinq ans, hors subventions. Dans ce contexte, une mobilisation importante de l'endettement, à hauteur de 1 300 K€, s'avèrerait nécessaire pour financer ces dépenses d'équipement. Ce recours au levier de l'emprunt aura nécessairement pour conséquence une sensible détérioration du *taux d'endettement* et de la *capacité de désendettement*, démontrant le niveau maximum pouvant être assumé par la commune. A noter que l'obtention de recettes de subventions permettrait de diminuer le recours à l'emprunt et/ou d'augmenter le montant des dépenses d'équipement réalisables
- Dans ce contexte, l'épargne nette se réduit très sensiblement (-85% entre **2023** et **2028**) sous l'effet de l'annuité générée par les emprunts nécessaires (100 K€) mais demeure positive sur l'ensemble de la période étudiée
- Ce constat positif repose néanmoins sur une maîtrise très contenue de l'évolution des charges courantes sur les prochaines années. Si la commune ne parvient pas à maintenir une évolution modérée de ces dernières, un dynamisme plus important de ses produits devra être recherché. A défaut, ses capacités d'investissement s'en trouveront réduites

ANNEXE : LE POTENTIEL FINANCIER DES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI À FPU



Glossaire des sigles et abréviations

CA : compte administratif
CCAS : centre communal d'action sociale
CFE : cotisation foncière des entreprises
CT : court terme (dette)
DF : dotation forfaitaire
DGF : dotation globale de fonctionnement
DNP : dotation nationale de péréquation
DSR : dotation de solidarité rurale
EBC : excédent brut courant
EGC : excédent global de clôture
EPCI : établissement public de coopération intercommunale
FCTVA : fonds de compensation pour la TVA
FPIC : fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
FPU : fiscalité professionnelle unique
GVT : glissement vieillesse-technicité
LT : long terme (dette)
RPI : recettes propres d'investissement / regroupement pédagogique intercommunal
RS : résidences secondaires
TA : taxe d'aménagement
TADM : taxe additionnelle aux droits de mutation
TFB / FB : taxe sur le foncier bâti
TFNB / FNB : taxe sur le foncier non bâti
TH : taxe d'habitation
THRP : taxe d'habitation sur les résidences principales
THRS : taxe d'habitation sur les résidences secondaires
VL : valeur locative